



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Profil de l'enquête financière sur les fermes de 2003

**Direction des politiques sur le revenu
agricole et l'adaptation
Direction générale des politiques stratégiques**

Janvier 2004

Canada



Profil de l'enquête financière sur les fermes de 2003

Direction des politiques sur le revenu agricole et l'adaptation
Direction générale des politiques stratégiques
Janvier 2004

Il convient de ne pas faire valoir d'opinions sur les politiques, qu'elles soient clairement exprimées, sous-entendues ou interprétées à partir du texte de cette publication, comme si elles étaient celles d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Groupe d'analyse de l'enquête financière sur les fermes

John Caldwell (chef d'équipe de projet)
Deborah Niekamp
Kim O'Connor
Alain Piau

ISSN : 1490-0386

No de publication : 2160F

No A22-188/2000E au catalogue

No de projet : 04-008-rp

Also available in English, entitled:
Profile of the 2003 Farm Financial Survey

Préface

Ce *Profil de l'enquête financière sur les fermes de 2003* donne un aperçu de l'enquête financière sur les fermes de 2003 et compare ses résultats à ceux des deux enquêtes précédentes menées en 2000 et en 2002. Statistique Canada a recueilli les données à contrat pour le compte d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Dix-huit mille fermes dont le revenu agricole total dépasse 10 000 \$ par année ont fait l'objet d'une enquête par téléphone.

Cet aperçu se divise en trois sections : la structure financière des fermes, les achats de biens en immobilisation et la croissance et le revenu agricole et la stabilité. Vous trouverez de plus amples renseignements en visitant les sites Web suivants : www.statcan.ca ou www.agr.gc.ca/policy/spb/fiap/pubsf.html. Il est possible d'adresser une demande spéciale à la Division de l'agriculture de Statistique Canada par courriel à agriculture@statcan.ca ou par téléphone au 1 (800) 465-1991. Faites parvenir vos commentaires sur cette publication à John Caldwell par courriel à caldwej@agr.gc.ca ou par téléphone au (613) 759-1923.

Table des matières

Introduction	5
Structure financière des fermes.	6
Actif et passif.	7
Valeur nette.	19
Dette exprimée en pourcentage de l'actif	27
Dimension des fermes.	35
Achats de biens en immobilisation et croissance. ..	41
Investissements	42
Capitaux empruntés	50
Revenu agricole et stabilité	54
Revenu d'exploitation net	55
Glossaire	61

Introduction

- ➔ La première enquête financière sur les fermes (EFF) a eu lieu pour la première fois en 1981 et fait l'objet d'une reprise tous les deux ans environ depuis 1988.
- ➔ C'est Statistique Canada qui a mené de l'EFF de 2003, financée par Agriculture et Agroalimentaire Canada.
- ➔ L'enquête de 2003 porte sur quelque 18 000 fermes échantillonnées de toutes les provinces et de tous les types affichant un revenu brut d'au moins 10 000 \$, qui exclut les complexes agricoles.
- ➔ Les données du bilan ont été recueillies au 31 décembre 2002. L'information financière sur le revenu et l'investissement se rapporte à l'année civile 2002.
- ➔ La classification par type de ferme est déterminée lorsque 51 % et plus des recettes proviennent d'un produit donné.



Structure financière des fermes

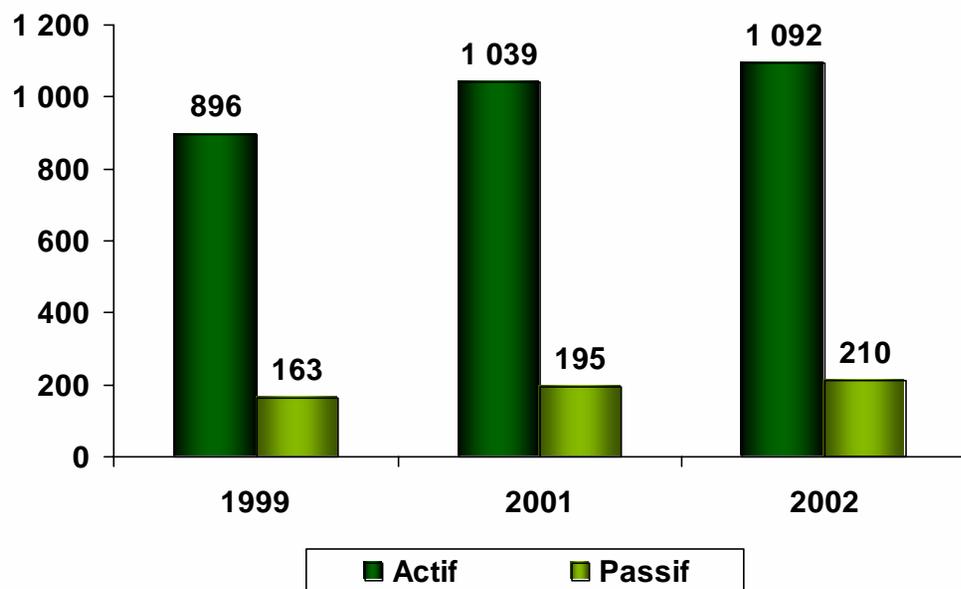


• **Actif et passif**



Actif et passif moyens des fermes au Canada en 1999, 2001 et 2002

Milliers de dollars



- ➔ L'actif moyen des fermes a augmenté de façon régulière depuis 1999.
 - L'actif moyen des fermes s'élève à 1 092 000 \$ en 2002.
 - Il s'agit d'une hausse de 5 % par rapport à 2001.

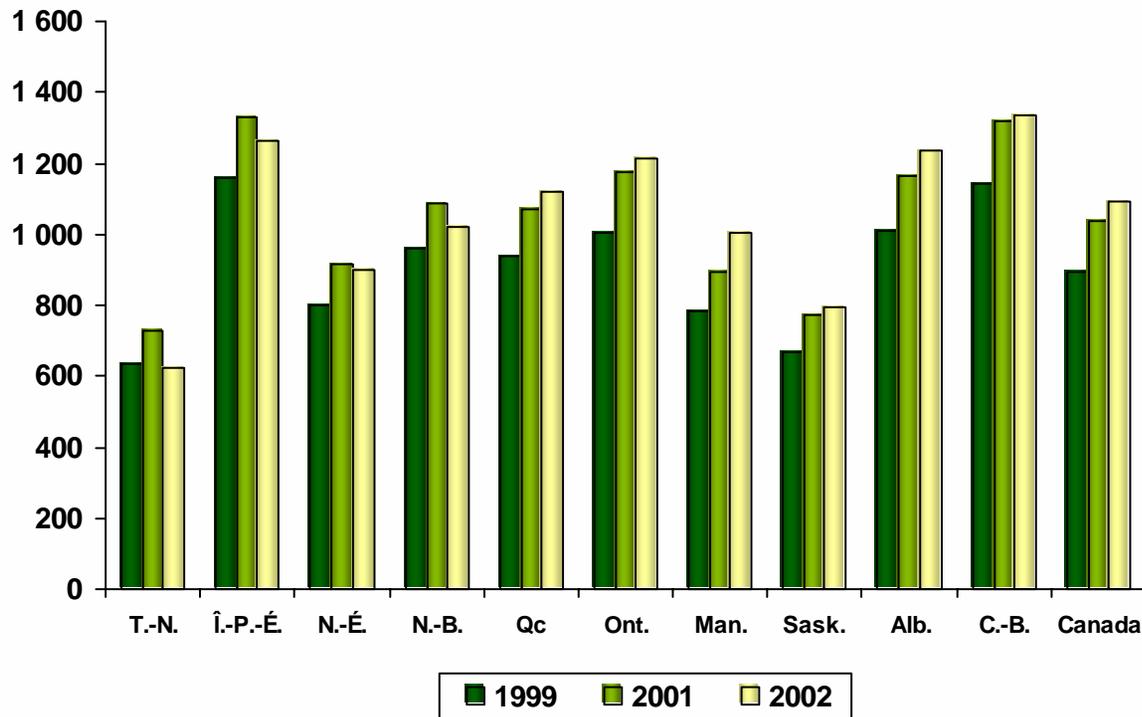
- ➔ Le passif moyen des fermes a augmenté de 20 % de 2001 à 2002.
 - Le passif moyen des fermes s'élève à 210 000 \$ en 2002.
 - Le passif a accusé une hausse de 7,5 % depuis 2001

- ➔ La dette exprimée en pourcentage de l'actif est de 19 % en 2002, essentiellement le même pourcentage qu'en 2001.



Actif moyen des fermes par province en 1999, 2001 et 2002

Milliers de
dollars



➔ L'actif a augmenté à partir de l'ouest du Québec en 2002.

- La Colombie-Britannique, à 1 336 000 \$, affiche l'actif moyen le plus élevé de 2002.
- Le Manitoba présente la hausse en pourcentage de l'actif la plus élevée en 2002, c.-à-d. 12 %.
- La Saskatchewan affiche une légère hausse de 2,5 % de la valeur de l'actif.
- La ferme moyenne a affiché un actif de plus de 1 000 000 \$ dans chacune des provinces, à l'exception de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de la Saskatchewan.

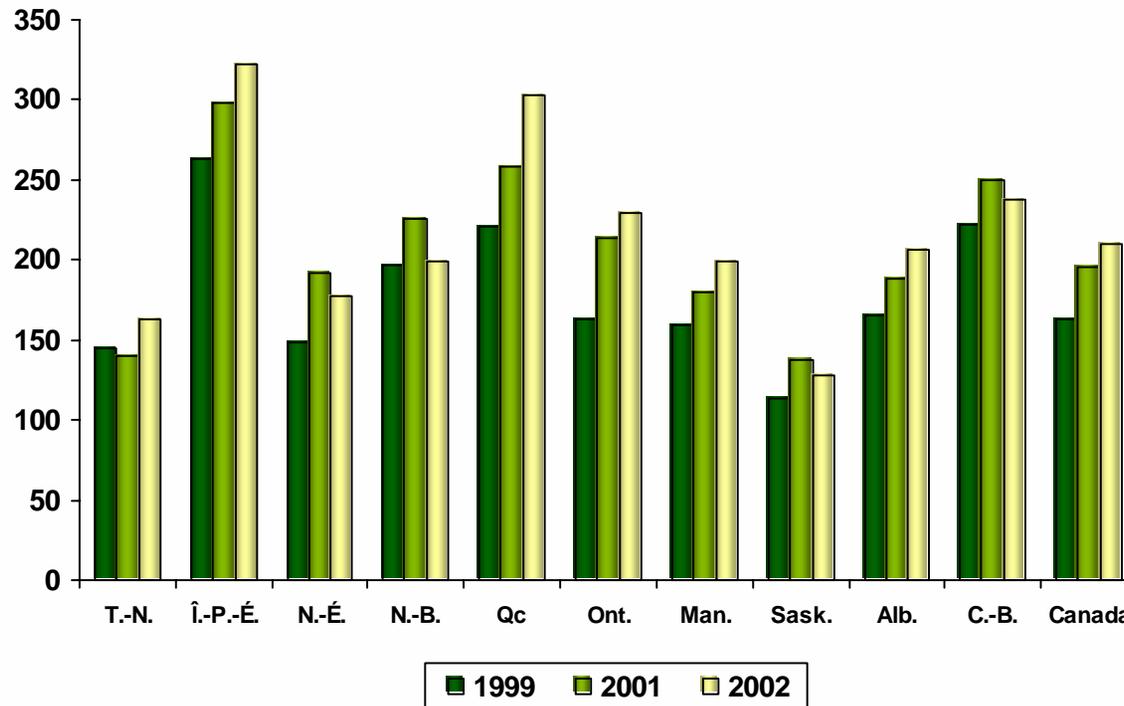
➔ Dans la région de l'Atlantique, l'actif a diminué en 2002.

- Par rapport à 2001, Terre-Neuve a affiché une diminution de 14 % de l'actif en 2002.
- L'Île-du-Prince-Édouard a accusé une diminution de 5 %, alors que le Nouveau-Brunswick a affiché une diminution de 6,5 %.
- La Nouvelle-Écosse a affiché une légère diminution de 1,6 % de la valeur de l'actif.



Passif moyen des fermes par province en 1999, 2001 et 2002

Milliers de dollars



➔ Hausse moyenne de la dette des fermes canadiennes.

- Le passif moyen des fermes au Canada s'élève à 209 600 \$ en 2002.
- Le passif moyen a augmenté de 7,5 % depuis 2001.

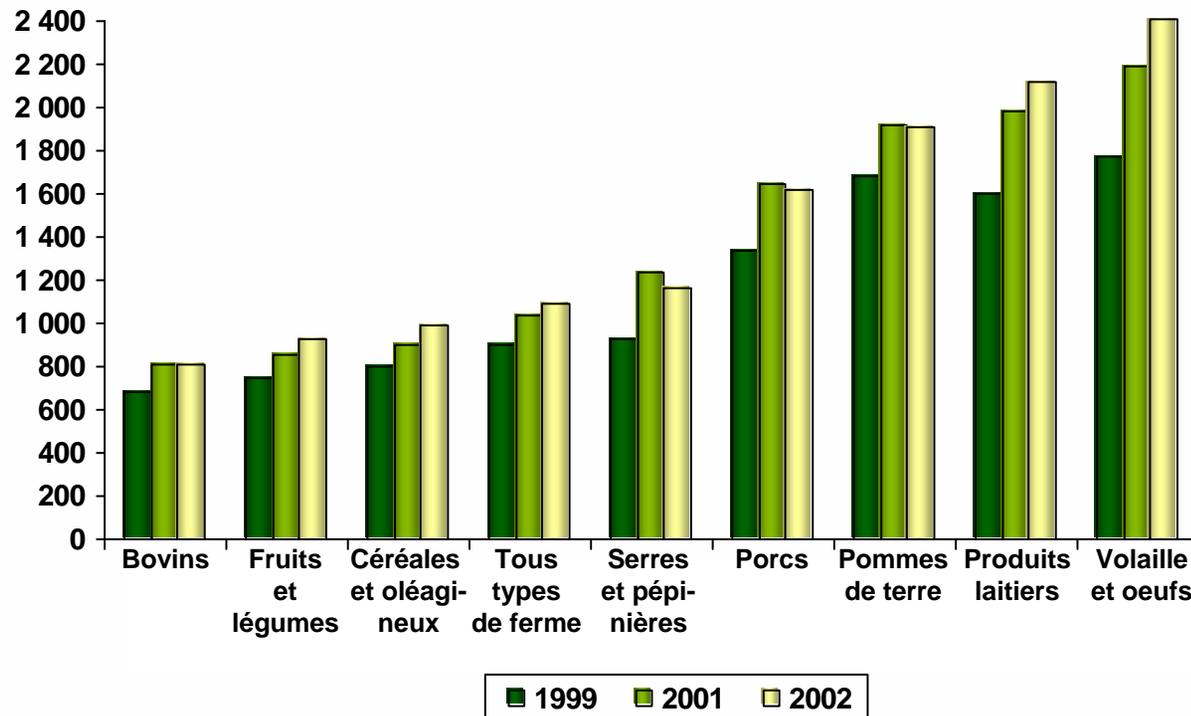
➔ Le passif varie d'une province à l'autre en 2002.

- Les fermes de l'Île-du-Prince-Édouard présentent le passif le plus important : 322 000 \$.
- Le Québec présente la hausse la plus importante des dettes, c.-à-d. 17 % par rapport à 2001.
- Les fermes de la Saskatchewan sont les moins endettées (128 200 \$).



Actif moyen des fermes par type de ferme en 1999, 2001 et 2002

Milliers de dollars



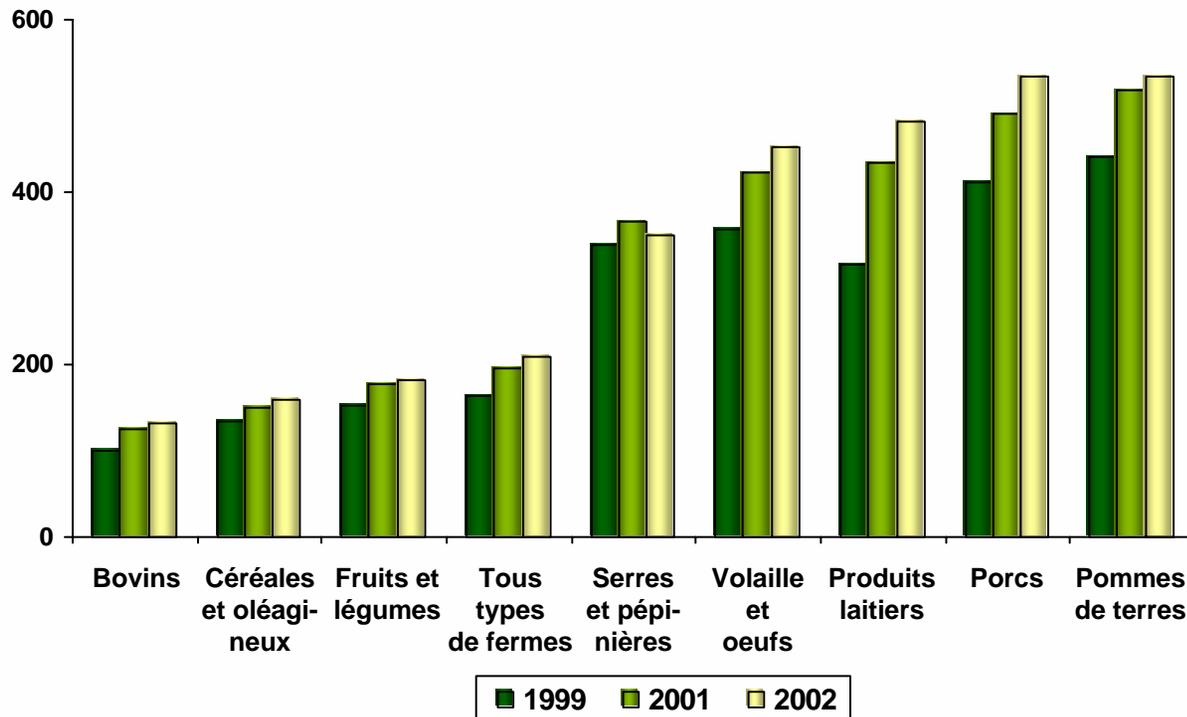
➔ L'actif moyen présente un changement variable, selon les types de ferme en 2002.

- Les fermes céréalières et d'oléagineux présentent la hausse la plus importante de l'actif (10,5 %).
- Les fermes avicoles déclarent une hausse de 10 % de l'actif.
- Les fermes laitières déclarent aussi une augmentation substantielle (7 %).
- Les serres et les pépinières signalent une diminution de 7 %.



Passif moyen des fermes par type de ferme en 1999, 2001 et 2002

Milliers de dollars

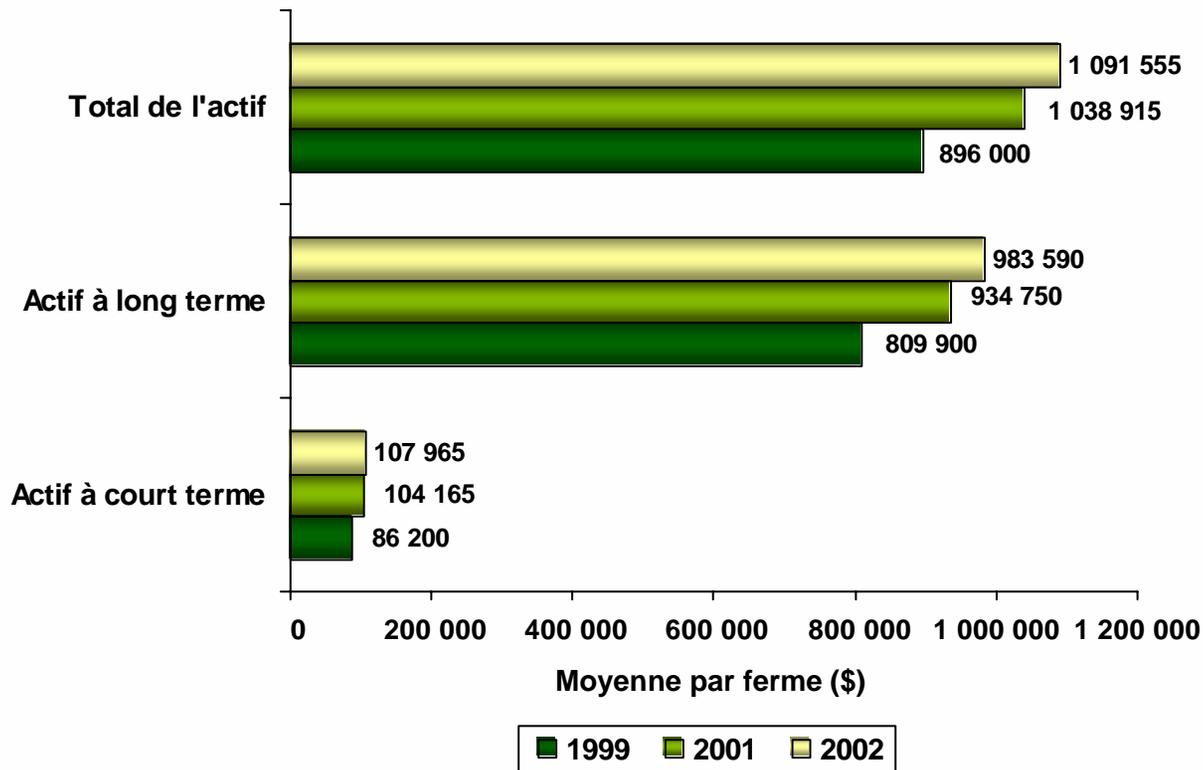


➔ Le passif moyen a augmenté pour tous les types de ferme en 2002, sauf pour les serres et les pépinières.

- Les fermes laitières rapportent la hausse la plus importante (11 %).
- Les fermes porcines aussi ont connu une forte augmentation (9 %).
- Les serres et les pépinières signalent une diminution de 4,5 % de leurs dettes.



Actif moyen des fermes au Canada en 1999, 2001 et 2002

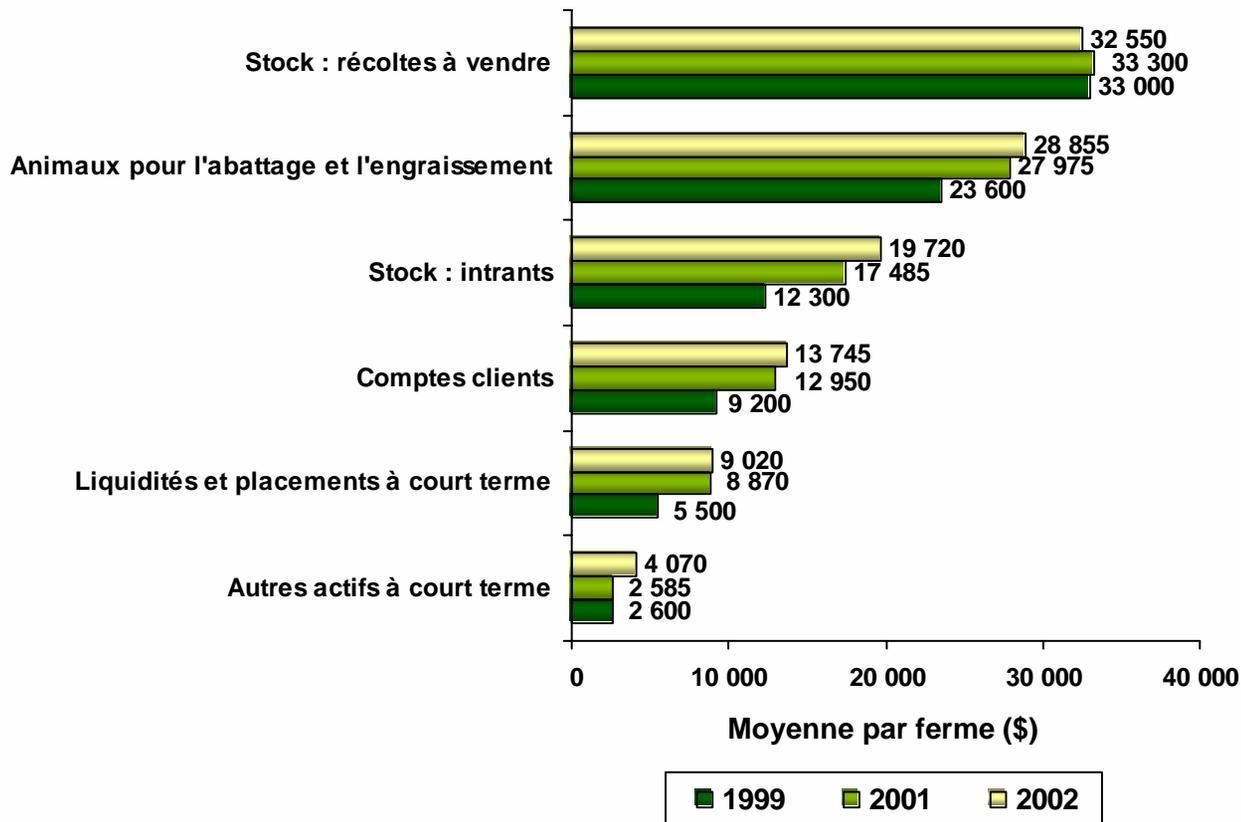


➔ L'actif des fermes a augmenté à un peu moins de 1,1 million de dollars en moyenne en 2002.

- Le total de l'actif a augmenté de 5 % entre 2001 et 2002.
- L'actif à court terme a augmenté de 4 % depuis 2001.
- L'actif à long terme a augmenté de 5 %.



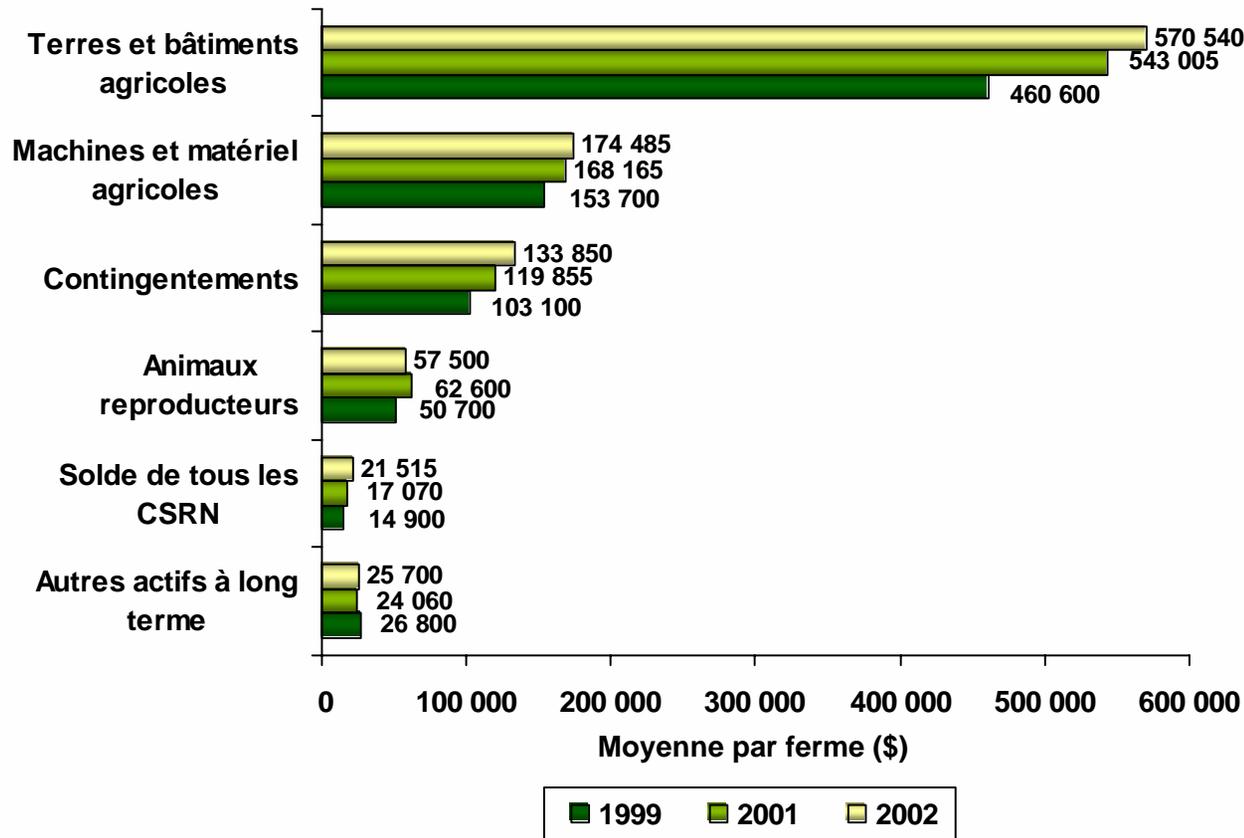
Actif à court terme moyen des fermes au Canada en 1999, 2001 et 2002



- ➔ La valeur de l'inventaire des récoltes à vendre a diminué de moins de 1 000 \$ en 2002.
- ➔ La valeur des animaux pour l'abattage et l'engraissement a augmenté de moins de 1 000 \$ depuis 2001.
- ➔ Les intrants ont augmenté de 13 % en 2002.
- ➔ Les liquidités et les comptes clients ont tous deux augmenté en 2002.



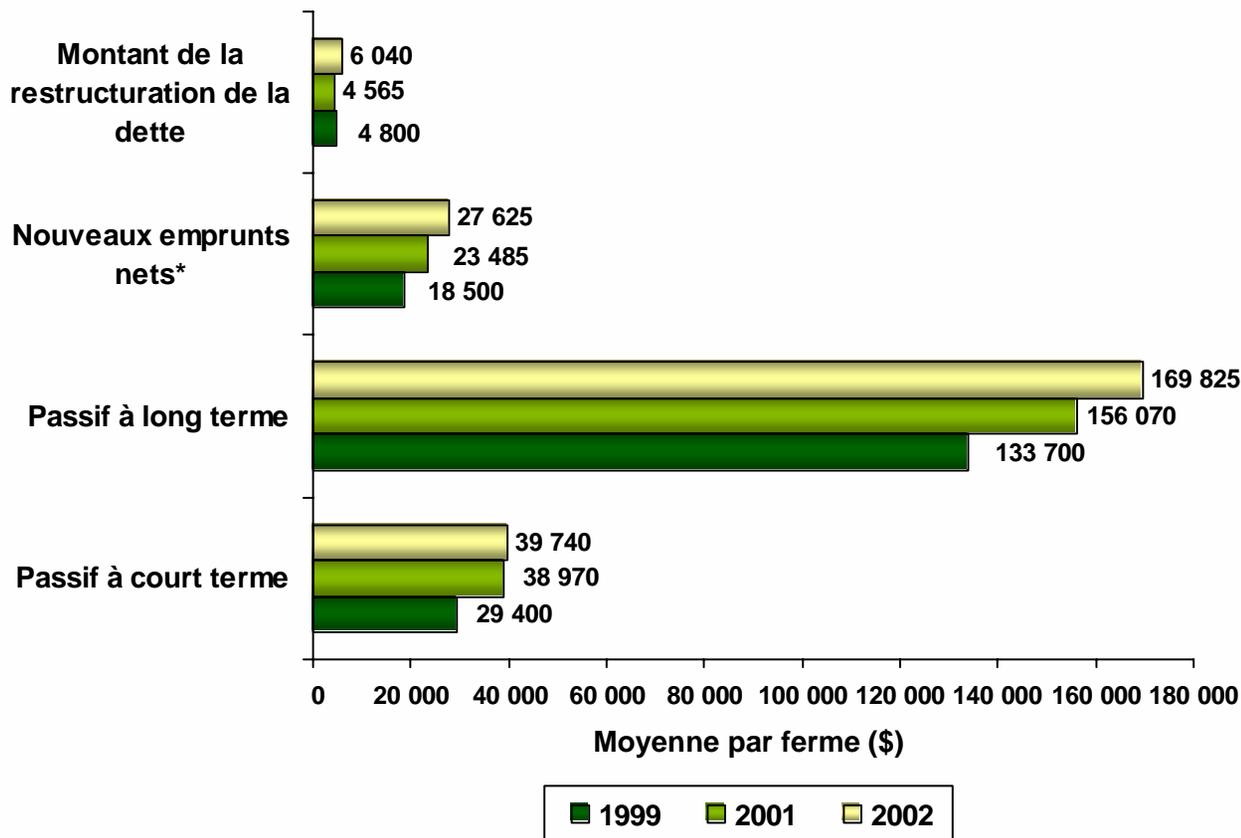
Actif à long terme moyen des fermes au Canada en 1999, 2001 et 2002



- ➔ La valeur des biens immobiliers des exploitations agricoles a augmenté de 5 % depuis 2001.
- ➔ Le solde des CSRN a augmenté de 4 500 \$ par ferme.
- ➔ La valeur des contingentements a augmenté de 12 %.
- ➔ La valeur des animaux reproducteurs a diminué de 5 000 \$.



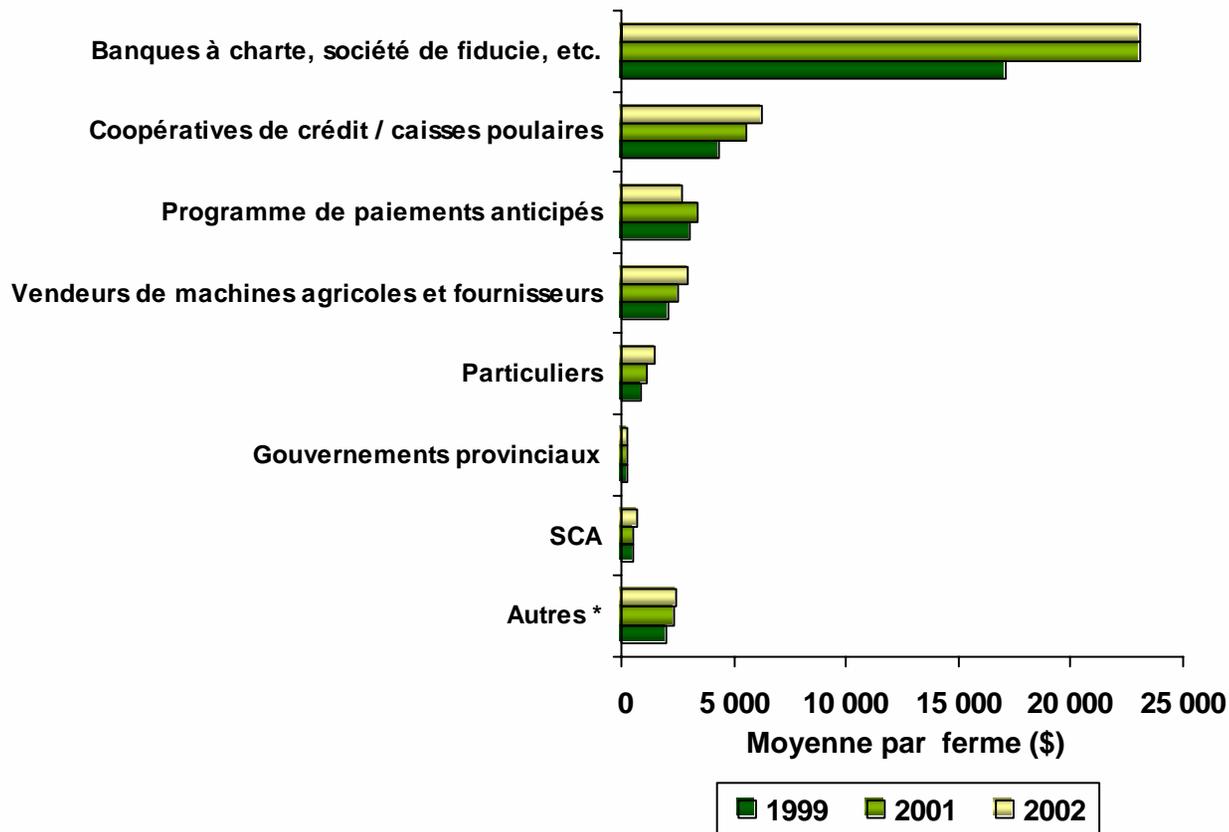
Moyenne du passif et des emprunts à long terme des fermes en 1999, 2001 et 2002



- ➔ Le passif à court terme moyen a connu une hausse de moins de 1 000 \$.
- ➔ Le passif à long terme moyen a augmenté de 9 %, pour atteindre 169 800 \$ en 2002.
- ➔ Le montant de la restructuration de la dette a augmenté de 32 % en 2002.
- ➔ Les nouveaux emprunts nets ont augmenté de 18 % en 2002.



Passif à court terme moyen des fermes par source de financement au Canada en 1999, 2001 et 2002

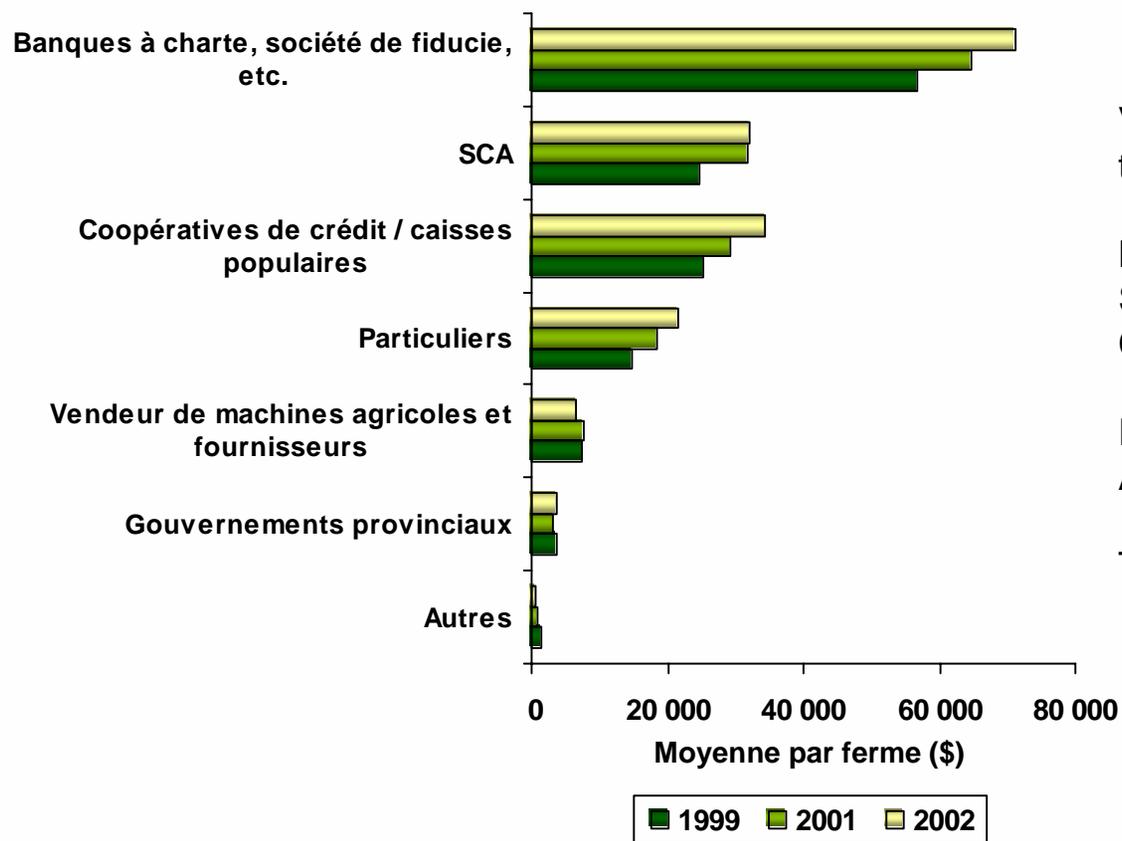


- ➔ Les banques à charte, les sociétés de fiducie et les succursales régionales du Trésor fournissent 58 % des fonds empruntés à court terme.
- ➔ Les coopératives de crédit et les caisses populaires constituent la deuxième source de financement en importance, fournissant 16 % de la dette totale à court terme.

* La catégorie « autres » comprend la Banque de développement du Canada, des compagnies d'assurance, les sociétés hydro-électriques, les compagnies de téléphone, les municipalités, etc.



Passif à long terme moyen des fermes par source de financement au Canada en 1999, 2001 et 2002



Voici les sources de financement à long terme en 2002 :

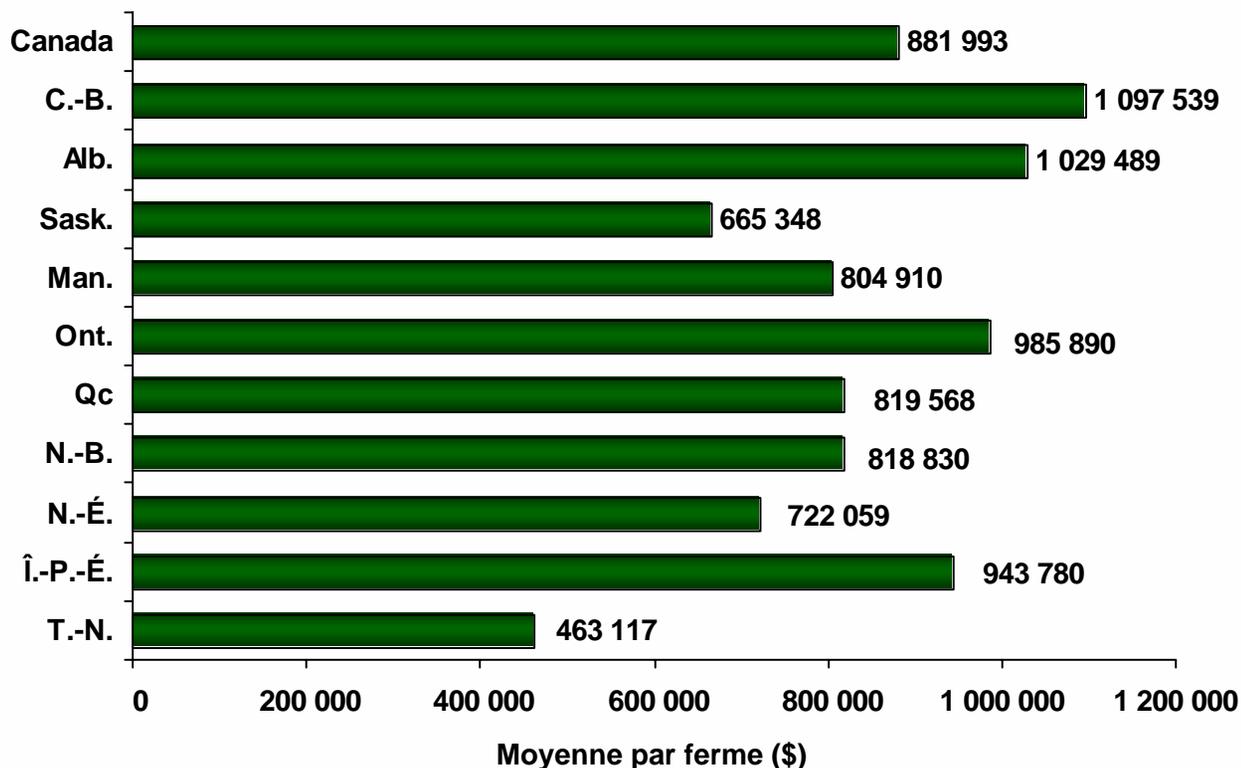
Banques, fiducies, etc.	(42 %)
Société du crédit agricole	(19 %)
Coopératives de crédit/ Caisses Populaires	(20 %)
Particuliers	(13 %)
Autres	(6 %)
TOTAL	100 %



• **Valeur nette**



Valeur nette moyenne des fermes par province en 2002



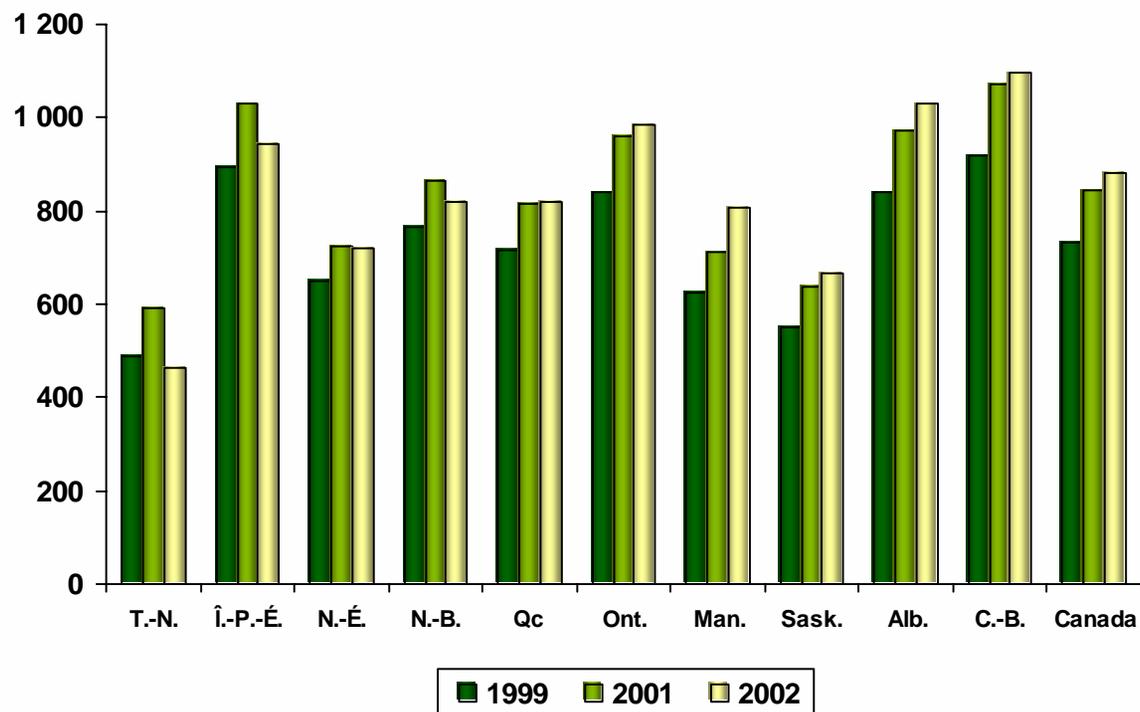
➔ La valeur nette a varié d'une province à l'autre en 2002.

- La ferme moyenne de la Colombie-Britannique et de l'Alberta affiche maintenant une valeur nette supérieure à 1 000 000 \$.
- L'Ontario et l'Île-du-Prince-Édouard ont une valeur nette moyenne d'un peu moins de 1 000 000 \$ par ferme.
- Terre-Neuve et la Saskatchewan affichent la valeur nette la moins élevée en 2002, c'est-à-dire 463 000 \$ et 665 000 \$ respectivement



Valeur nette moyenne des fermes par province en 1999, 2001 et 2002

Milliers de dollars

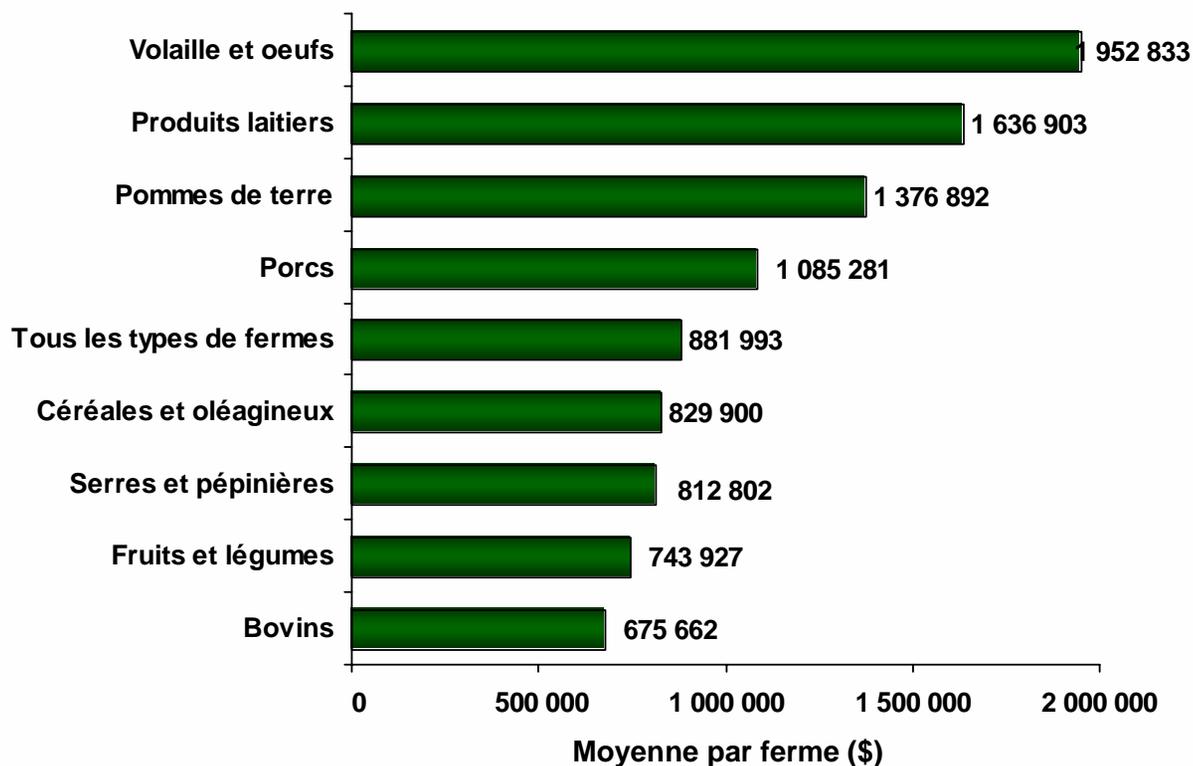


- ➔ La valeur nette moyenne des fermes canadiennes a augmenté.
 - La valeur nette moyenne s'élève à 882 000 \$ en 2002.
 - La valeur nette a augmenté de 4,5 % depuis 2001.

- ➔ Toutes les provinces, à l'exception de la région de l'Atlantique, affichent une hausse de la valeur nette entre 2001 et 2002.
 - La Nouvelle-Écosse a connu une diminution de moins de 1 000 \$.



Valeur nette moyenne des fermes par type de ferme en 2002

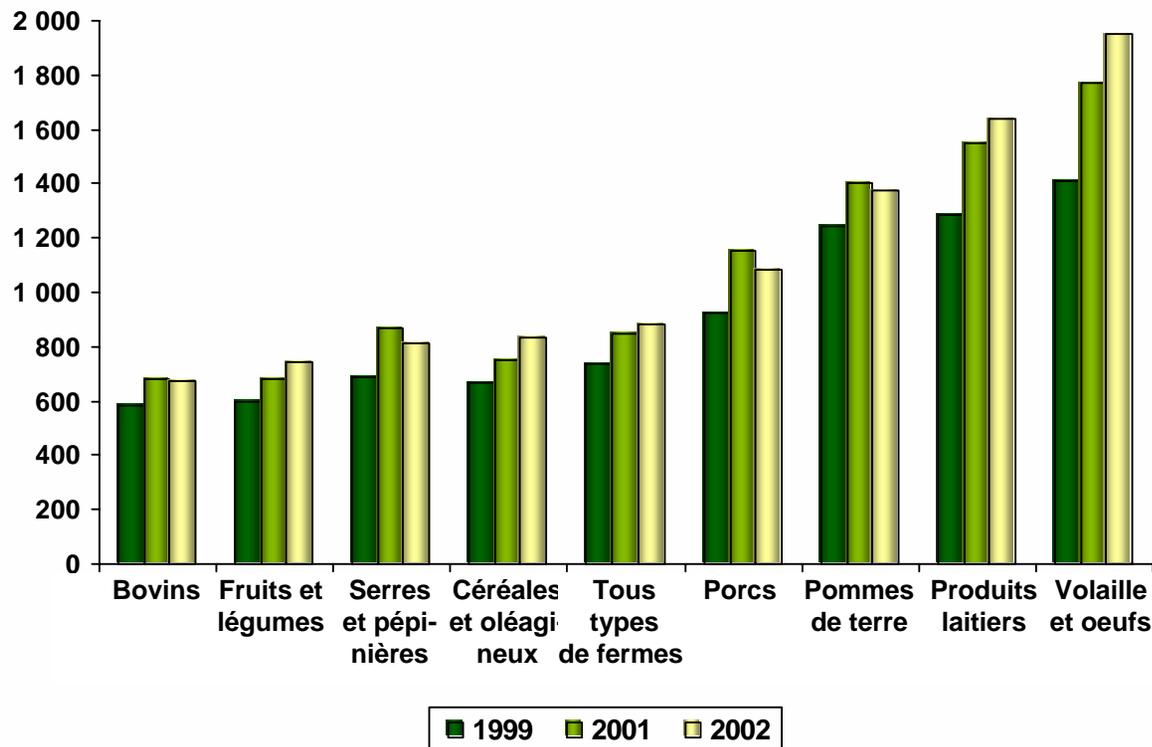


- ➔ Les fermes avicoles et de production d'œufs présentent la valeur nette la plus élevée en 2002, soit 1 952 800 \$.
- ➔ Les fermes laitières et les fermes de production de pommes de terre rapportent aussi une valeur nette élevée, à savoir 1 636 900 \$ et 1 376 900 \$ respectivement.
- ➔ Les fermes porcines signalent aussi une valeur nette moyenne de plus de 1 000 000 \$.
- ➔ Les fermes bovines enregistrent la valeur nette la plus basse, c.-à-d. 675 700 \$.



Valeur nette moyenne des fermes par type de ferme en 1999, 2001 et 2002

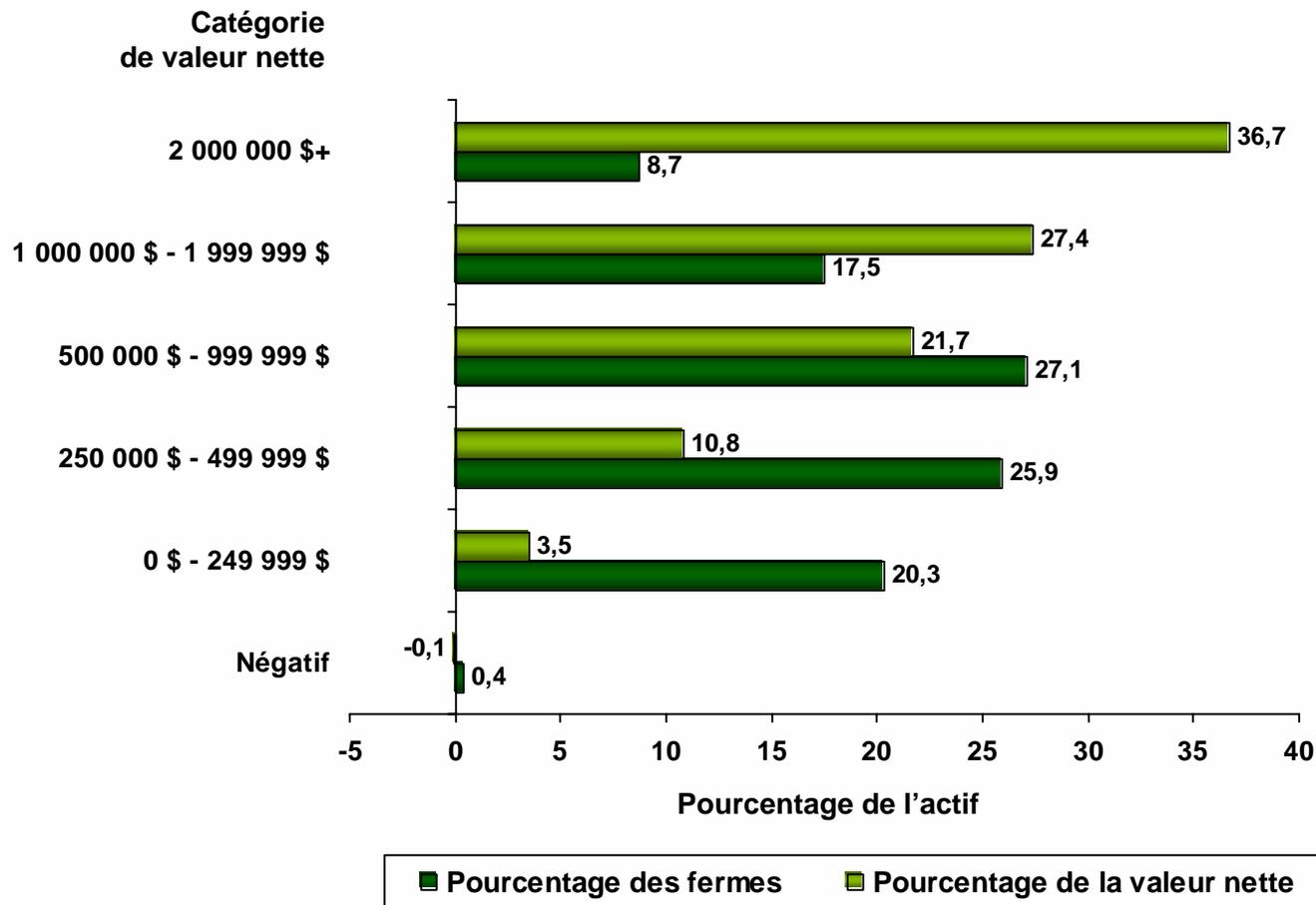
Milliers de dollars



- ➔ Les fermes avicoles et de production d'œufs, ainsi que les fermes laitières, déclarent les hausses les plus marquées entre 1999 et 2002.
- ➔ Les fermes céréalières signalent une augmentation de 11 % de la valeur nette entre 1999 et 2002.



Pourcentage des fermes et de la valeur nette, par catégorie de valeur nette, en 2002



➔ 26 % des fermes présentent une valeur nette de 1 000 000 \$ ou plus.

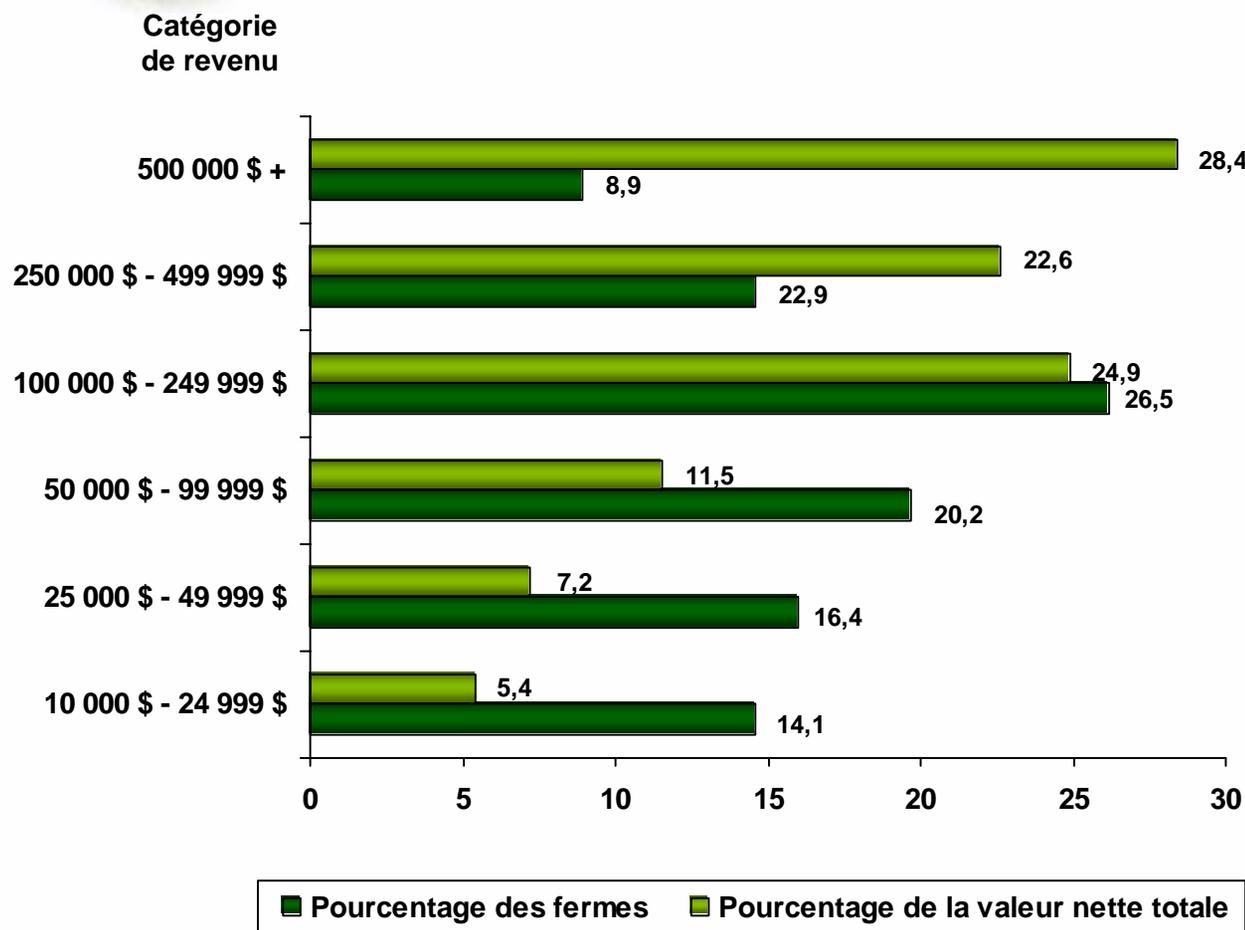
➔ 37 % de la valeur nette est détenue par les fermes de la catégorie de 2 000 000 \$ et plus, qui comptent pour 9 % de l'ensemble des fermes.

➔ 27 % de la valeur nette est détenue par les fermes de la catégorie de 1 000 000 \$ à 1 999 999 \$, qui comptent pour 18 % de l'ensemble des fermes.

➔ 21 % des fermes présentent une valeur nette de moins de 250 000 \$, et comptent pour 3 % de la valeur nette.



Répartition des fermes et de la valeur nette par catégorie de revenus en 2002



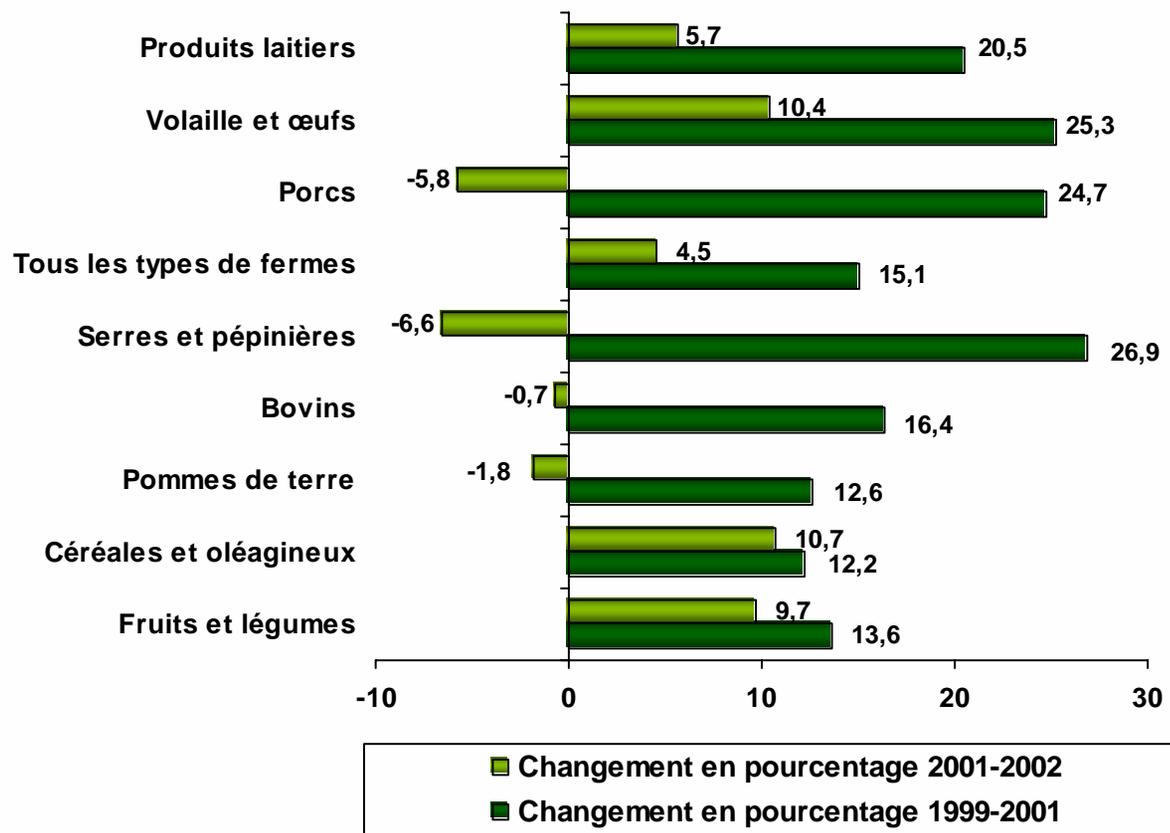
➔ Les fermes dont le revenu varie de 10 000 \$ à 50 000 \$ comptent pour 31 % de l'ensemble des fermes, mais pour seulement 13 % de la valeur nette totale.

➔ Les fermes dont le revenu est de 100 000 \$ et plus comptent pour plus de 76 % de la valeur nette totale.

➔ Les fermes dont le revenu est de 250 000 \$ et plus comptent pour 24 % de l'ensemble des fermes, mais pour 51 % de la valeur nette totale.



Changement en pourcentage de la valeur nette moyenne, par type de ferme



- ➔ La valeur nette moyenne de tous les types de fermes a augmenté de 5 % entre 2001 et 2002, par rapport à 15 % pour la période 1999 à 2001.
- ➔ Les serres et les pépinières signalent une diminution de 7 % de la valeur nette entre 2001 et 2002.
- ➔ Les fermes porcines signalent une diminution de 6 % de la valeur nette entre 2001 et 2002.
- ➔ Les fermes céréalières et d'oléagineux affichent une augmentation de 11 % de la valeur nette, entre 2001 et 2002.

- 
- **Dette exprimé en pourcentage de l'actif**



Dette exprimée en pourcentage de l'actif par province en 1999, 2001 et 2002

	1999	2001	2002
	Pourcentage		
Atlantique	20,7	21,3	21,6
Québec	23,6	24,1	27,0
Ontario	16,3	18,2	18,9
Manitoba	20,2	20,1	19,8
Saskatchewan	17,1	17,7	16,2
Alberta	16,4	16,2	16,7
Colombie-Britannique	19,5	18,9	17,8
Canada	18,2	18,8	19,2

- ➔ En moyenne, la dette des fermes canadiennes exprimée en pourcentage de l'actif a augmenté, passant de 18,8 % en 1999 à 19,2 % en 2002.
- ➔ Le Québec affiche la plus importante augmentation de la dette exprimée en pourcentage de l'actif depuis 2001.
- ➔ La Saskatchewan et les provinces de l'Ouest se situent en-dessous de la moyenne canadienne.



Dettes exprimées en pourcentage de l'actif par type de fermes en 1999, 2001 et 2002

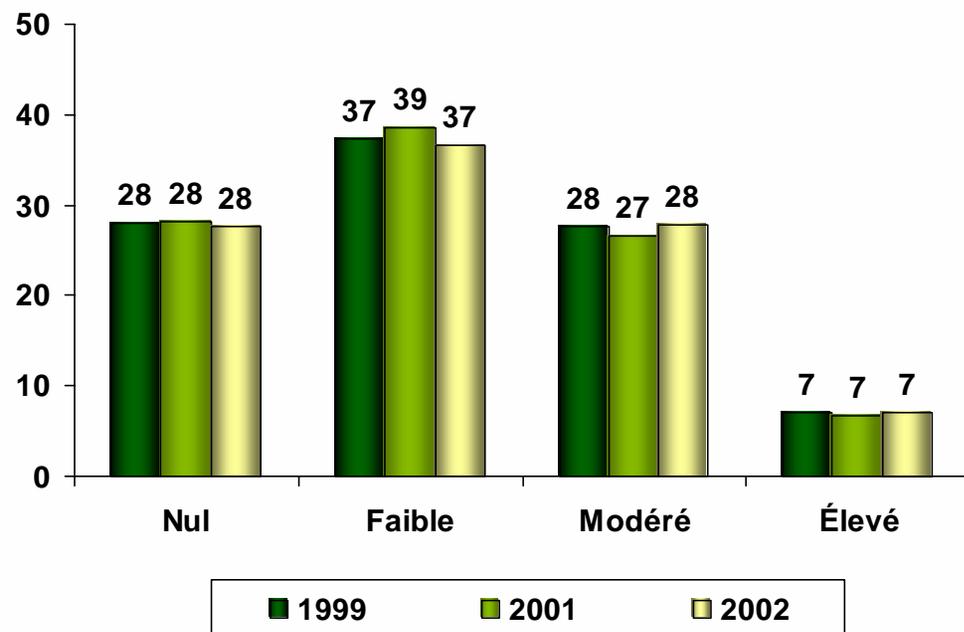
	1999	2001	2002
	Percent		
Produits laitiers	19,7	21,9	22,8
Bovins	14,6	15,5	16,4
Porcs	30,8	29,8	33,0
Volaille et oeufs	20,2	19,3	18,8
Pommes de terre	26,2	27,0	28,0
Fruits et légumes	20,3	20,8	19,7
Céréales et oléagineux	16,8	16,6	16,1
Serres et pépinières	26,2	29,6	30,0
Tous les types de fermes	18,2	18,8	19,2

- ➔ Pour la plupart des exploitations, la dette exprimée en pourcentage de l'actif est plus élevée en 2002 qu'en 2001.
- ➔ La dette exprimée en pourcentage de l'actif a diminué en 2002 dans le cas des fermes de production de céréales et d'oléagineux, des fermes fruitières et maraîchères et des fermes avicoles.
- ➔ Les fermes de production de céréales et d'oléagineux signalent la dette exprimée en pourcentage de l'actif la plus basse.



Distribution des fermes par niveau d'endettement, en 1999, 2001 et 2002

Pourcentage

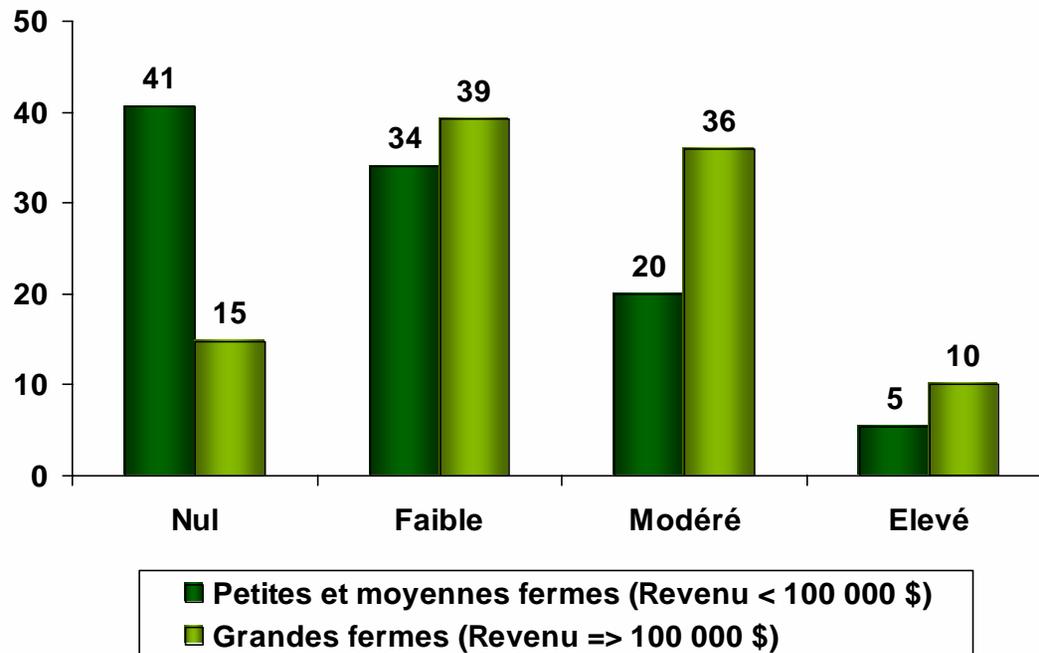


- ➔ 7 % des fermes affichent un niveau d'endettement élevé :
- ➔ 28 % des fermes n'ont pas de dettes.
- ➔ Le niveau d'endettement des fermes est :
 - « ÉLEVÉ » si le rapport dette / actif = > 50 %
 - « MODÉRÉ » si le rapport dette / actif = > 20 % mais < 50 %
 - « FAIBLE » si le rapport Dette / actif > 0 % mais < 20 %
 - « NUL » s'il n'y a pas de dette



Distribution des fermes par niveau d'endettement en 2002 - petites et moyennes fermes par rapport aux grandes fermes

Pourcentage

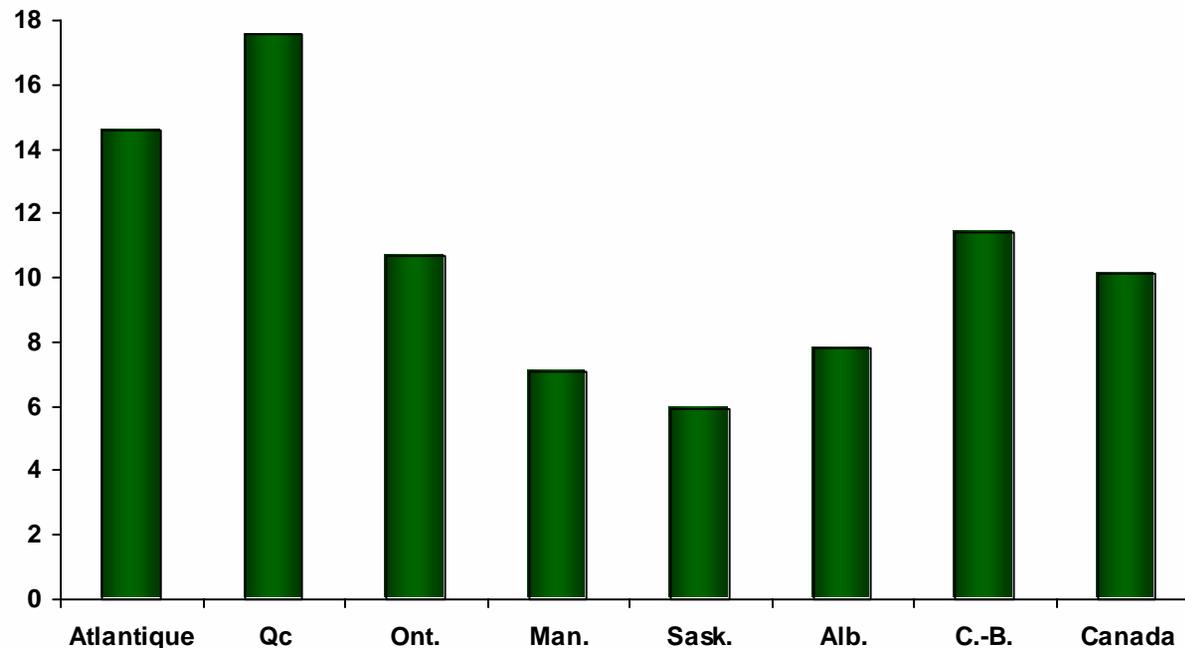


- ➔ 10 % des grandes fermes présentent un niveau d'endettement élevé.
- ➔ 15 % des grandes fermes n'ont pas de dettes.
- ➔ 41 % des petites et moyennes fermes n'ont pas de dettes.



Pourcentage des grandes fermes qui affichent un niveau d'endettement élevé, par province en 2002

Pourcentage

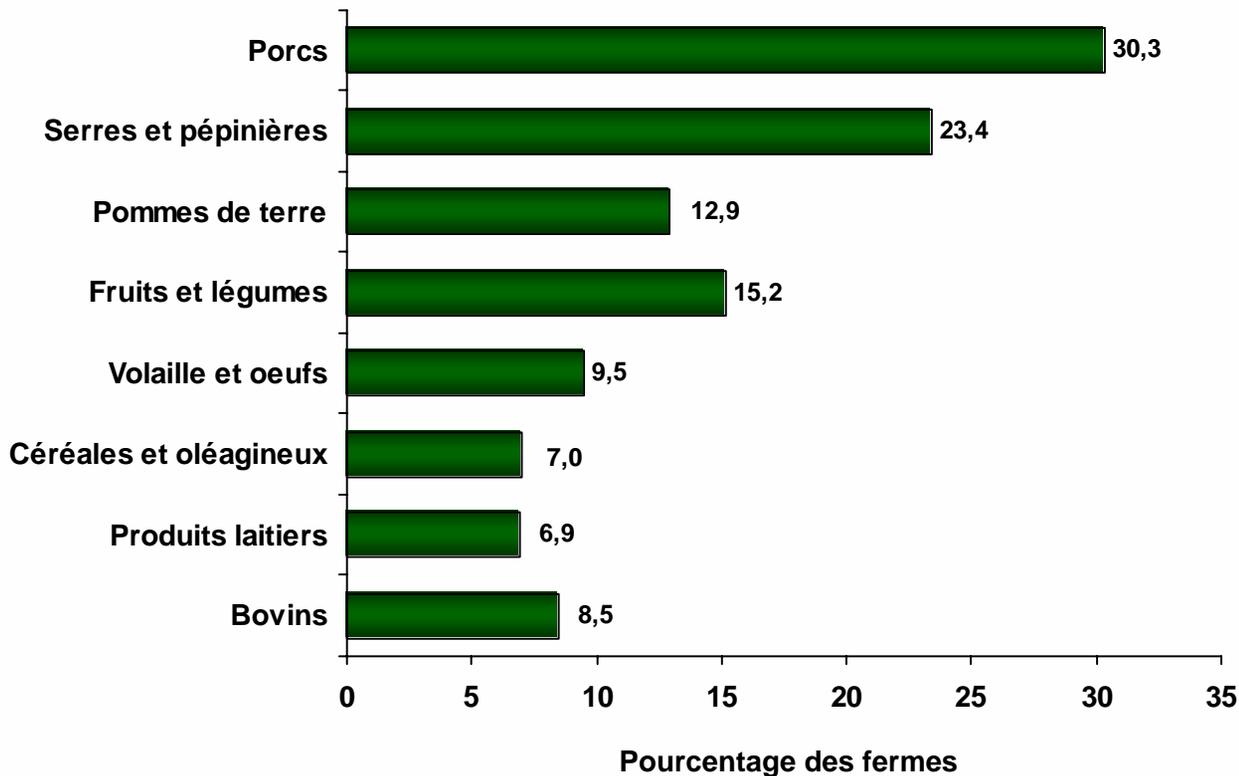


➔ L'Atlantique (15 %) et le Québec (18 %) affichent les plus forts pourcentages des grandes exploitations agricoles lourdement endettées.

➔ La Saskatchewan (6 %) et le Manitoba (7 %) affichent les plus faibles pourcentages des grandes exploitations agricoles lourdement endettées.



Pourcentage des grandes fermes qui affichent un niveau d'endettement élevé, par type de ferme en 2002

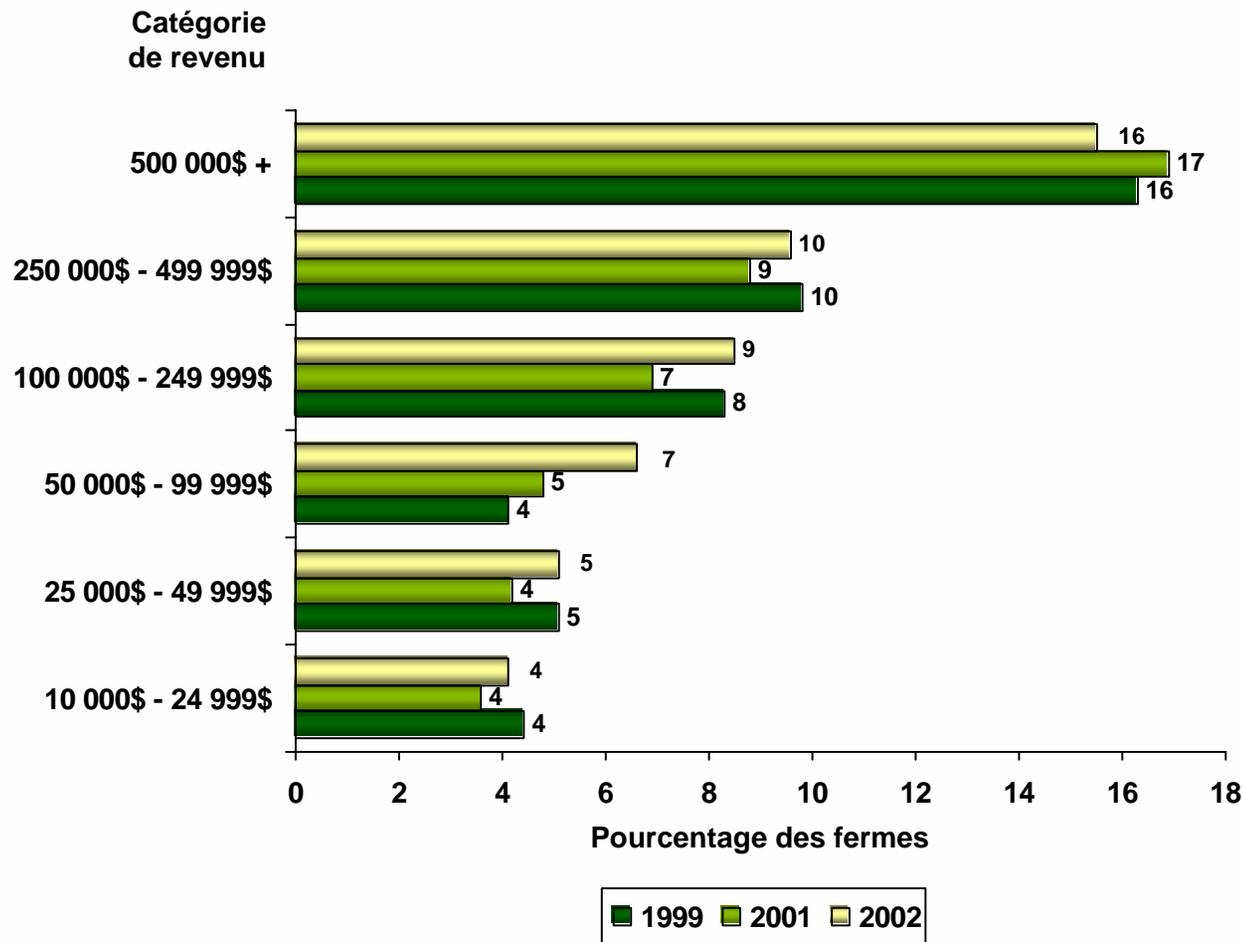


➔ Les fermes porcines affichent la plus forte proportion (30 %) des grandes exploitations lourdement endettées.

➔ La proportion des grandes fermes lourdement endettées qui vendent des produits soumis à la gestion de l'offre est parmi les plus faibles.



Pourcentage des grandes fermes qui affichent un niveau d'endettement élevé, par catégorie de revenu en 1999, 2001 et 2002



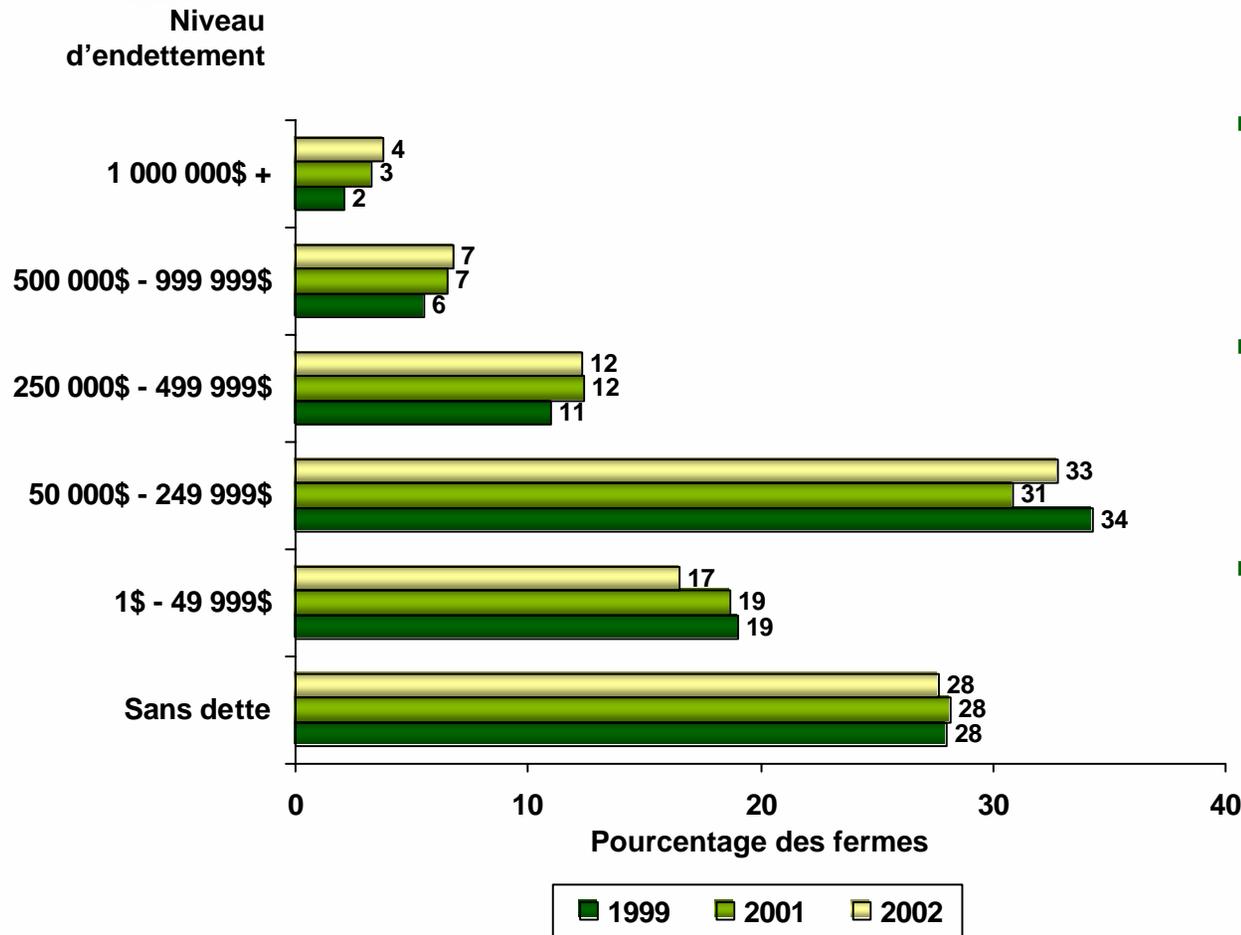
- ➔ 15,5 % des fermes ayant un revenu de 500 000 \$ et plus affichent un niveau d'endettement élevé.
- ➔ Le nombre de fermes lourdement endettées a légèrement augmenté chez les fermes dont le revenu est de 100 000 \$ à 249 999 \$ et chez les fermes dont le revenu se situe entre 50 000 \$ et 99 999 \$.
- ➔ Le nombre de fermes lourdement endettées a diminué dans les catégories de revenu de 500 000 \$ et plus.



- **Dimension des fermes**



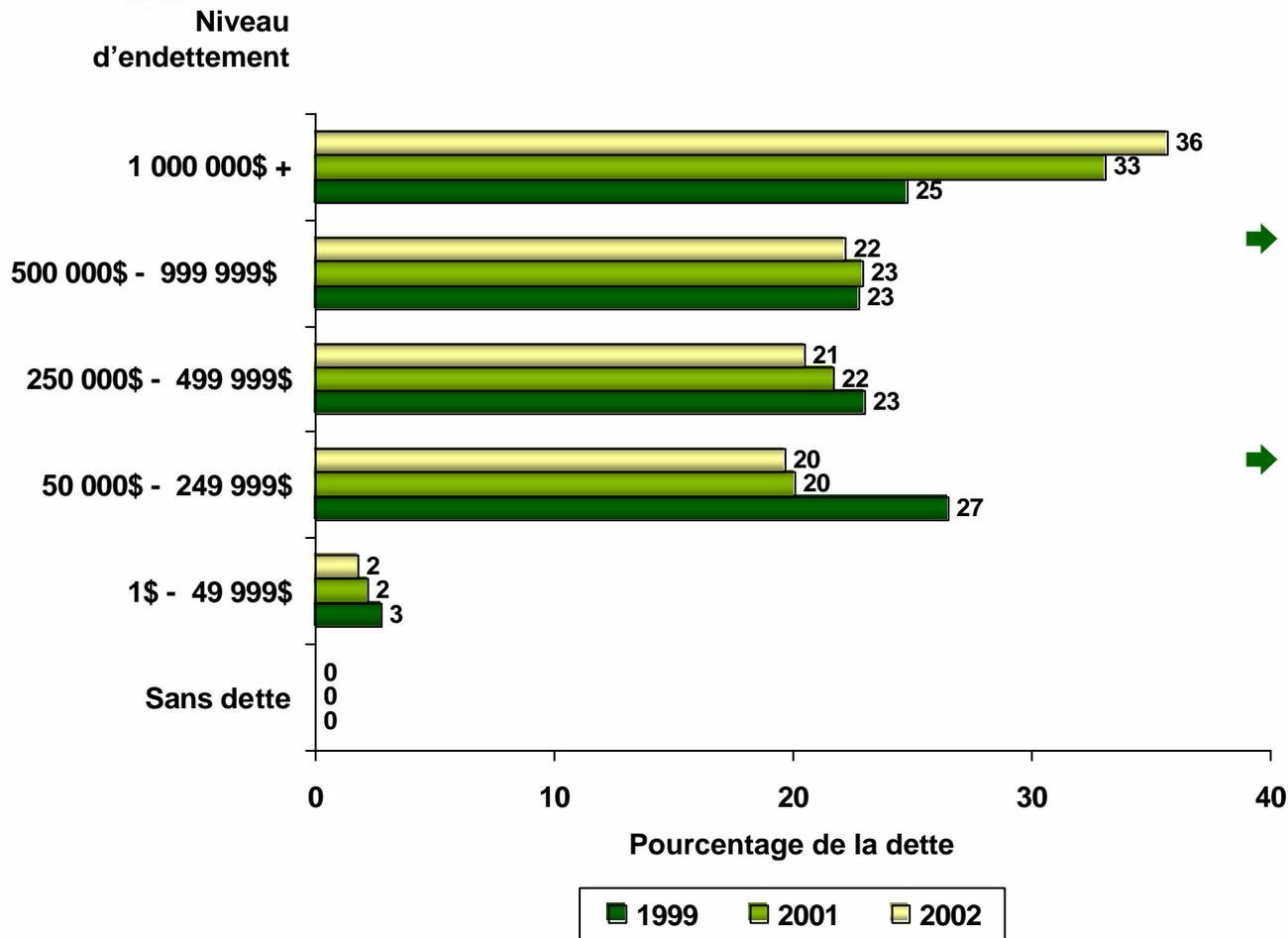
Répartition des fermes en pourcentage, par niveau d'endettement, en 1999, 2001 et 2002



- ➔ Il y a eu augmentation du pourcentage de fermes ayant des dettes de 1 000 000 \$ ou plus.
- ➔ Le pourcentage de fermes sans dette est demeuré relativement constant depuis 1999 à 28 %.
- ➔ La proportion de fermes ayant des dettes de 1 \$ à 249 999 \$ a diminué depuis 1999 et comprend 50 % de toutes les fermes en 2002.



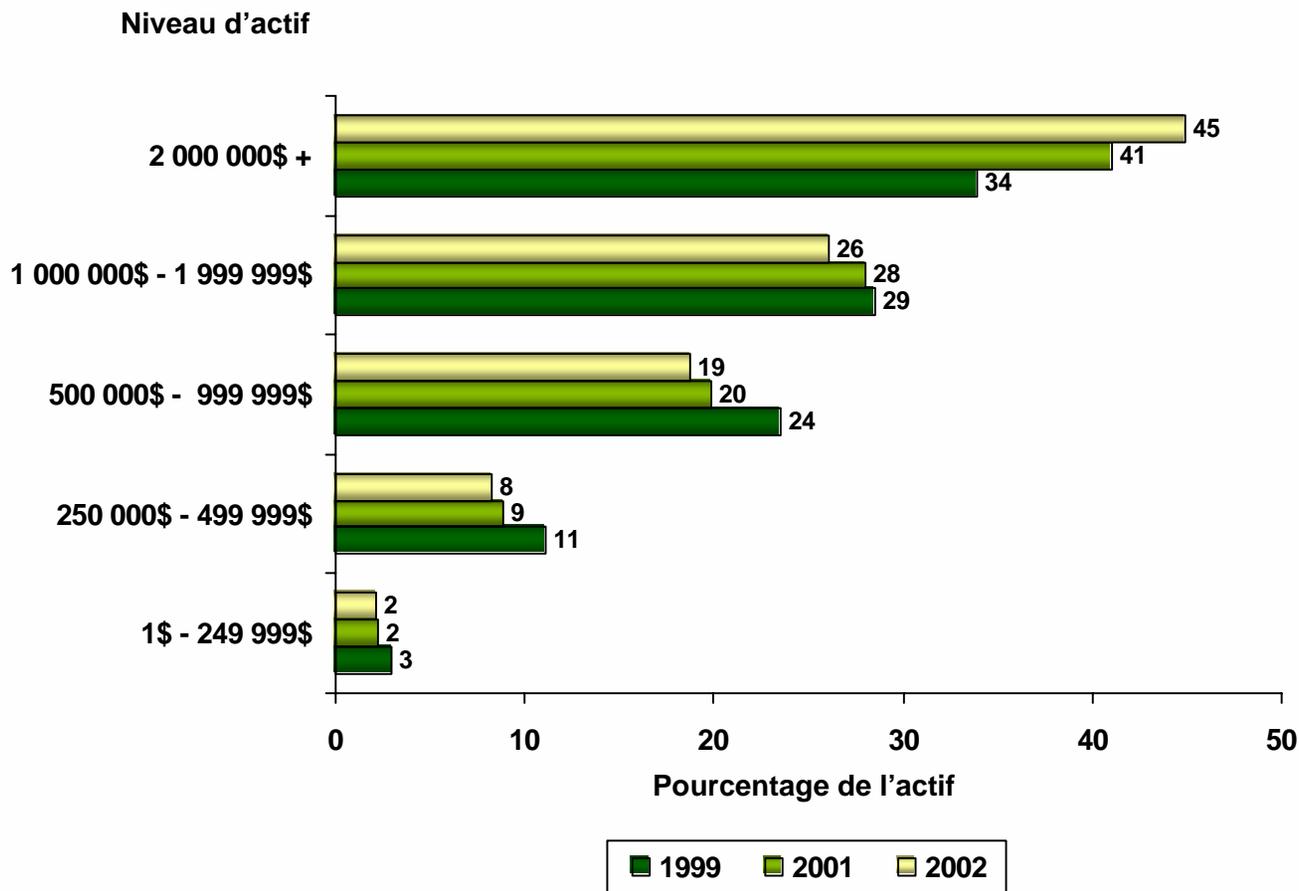
Pourcentage de la dette, par niveau d'endettement, en 1999, 2001 et 2002



- ➔ Plus du tiers de la dette est attribuable aux fermes qui ont un niveau d'endettement de plus de 1 000 000 \$.
- ➔ Le pourcentage de la dette attribuable aux fermes du niveau d'endettement de 1 000 000 \$ et plus a doublé depuis 1997 (de 18 % à 36 %).



Pourcentage de l'actif, par niveau d'actif, en 1999, 2001 et 2002

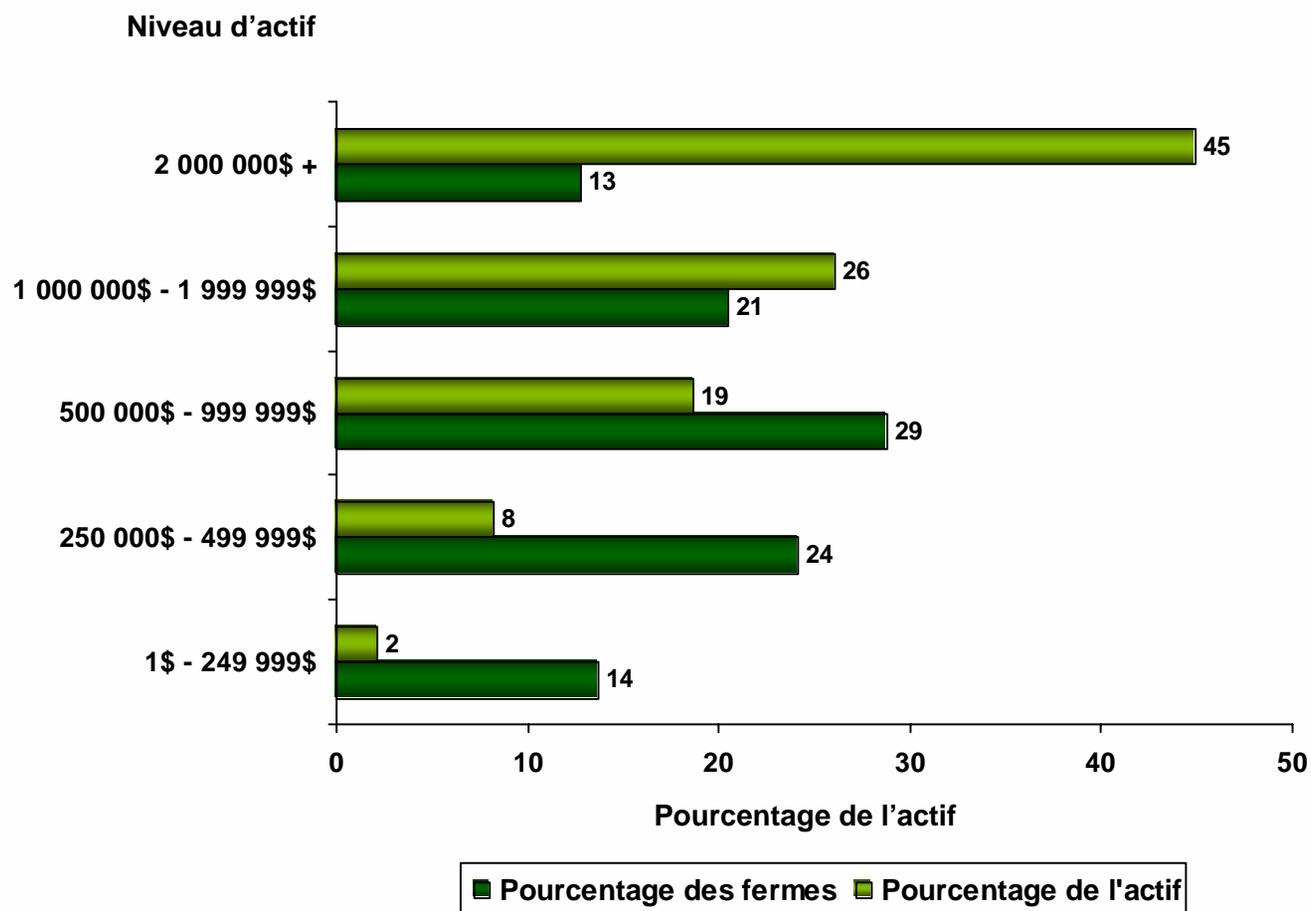


➔ La part de l'actif détenu par les fermes d'un niveau d'actif de plus de 2 000 000 \$ a connu une augmentation significative depuis 1999 (de 34 % à 45 %).

➔ La part de l'actif détenu par les fermes des autres niveaux d'actif les moins importants a diminué constamment.



Pourcentage des fermes et de l'actif, par niveau d'actif en 2002



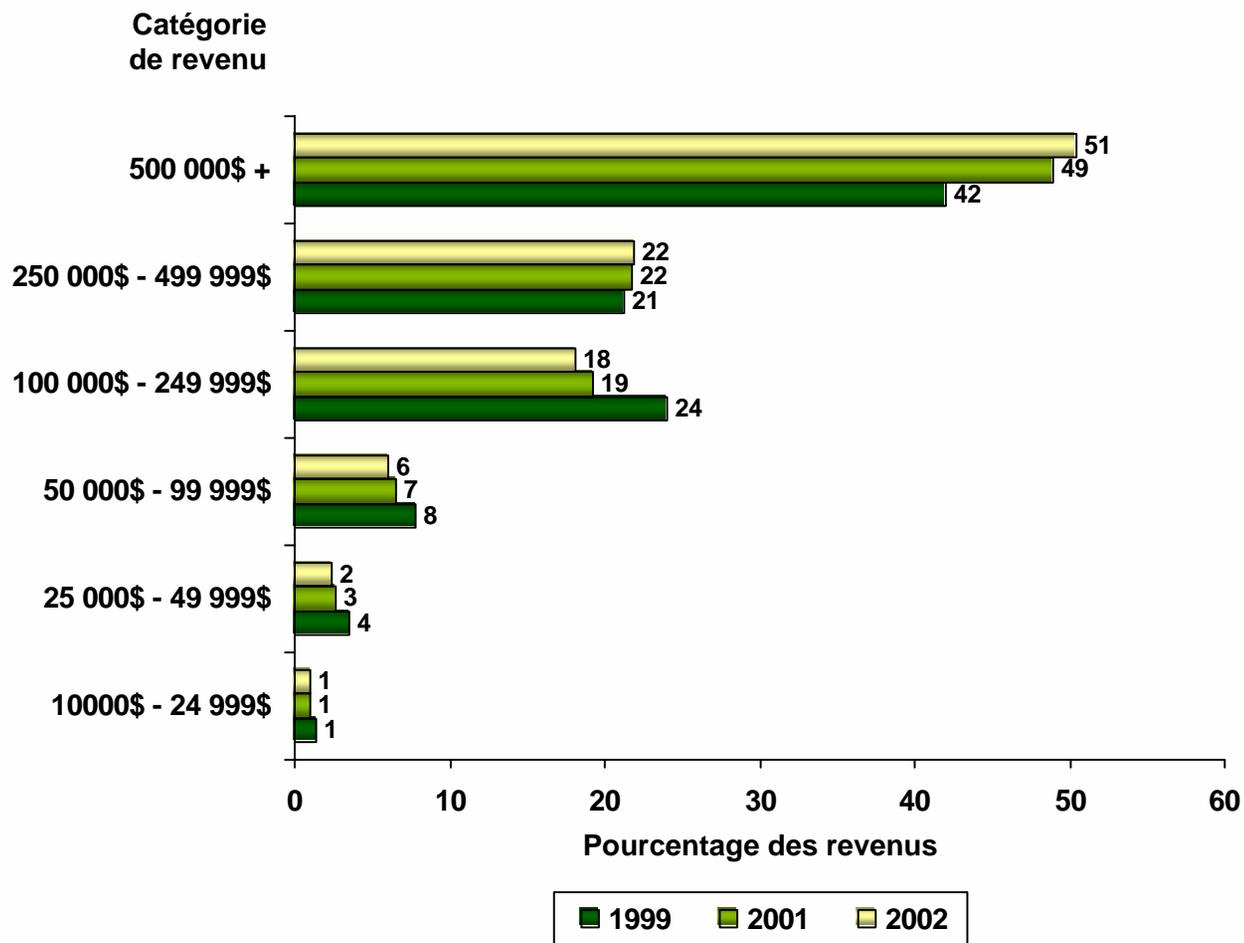
➔ 45 % de l'actif est détenu par les fermes dont le niveau d'actif est de 2 000 000 \$, qui comptent pour 13 % de l'ensemble des fermes.

➔ 26 % de l'actif est détenu par les fermes dont le niveau d'actifs se situe entre 1 000 000 \$ et 1 999 999 \$.

➔ 14 % des fermes correspondent aux niveaux d'actif les moins élevés; elles comptent pour seulement 2 % de l'actif.



Pourcentage des revenus, par catégorie de revenu, en 1999, 2001 et 2002



➔ La part des revenus réalisés par les fermes dans la catégorie de revenu de 500 000 \$ et plus augmente de façon constante et compte pour plus de 50 % des revenus de toutes les fermes en 2002.

➔ Le pourcentage des revenus détenu par la catégorie de revenu inférieur à 250 000 \$ a diminué depuis 1999.

➔ Les fermes qui ont des revenus inférieurs à 100 000 \$ comptent pour seulement 9 % des revenus totaux.



Achats de biens en immobilisation et croissance



- **Investissements**



Achats bruts de biens en immobilisation, par ferme, par type d'investissement, en 1999, 2001 et 2002

	1999	2001	2001
Biens fanciers et immobiliers	7 565 \$	8 380 \$	9 410 \$
Amélioration des terres	1 849	1 510	1 740
Construction de maisons	1 532	1 965	2 657
Construction d'autres bâtiments	6 054	7 105	7 585
Reproducteurs et bétail de remplacement	3 186	3 675	2 713
Contingent	3 380	4 100	5 071
Machines et matériel agricoles	20 092	22 875	23 152
Autres actifs agricoles	1 907	3 040	2 420
TOTAL	45 566 \$	52 650 \$	54 747 \$

➔ Les achats bruts de biens en immobilisation ont augmenté (de 4 %) en 2002 par rapport à 2001.

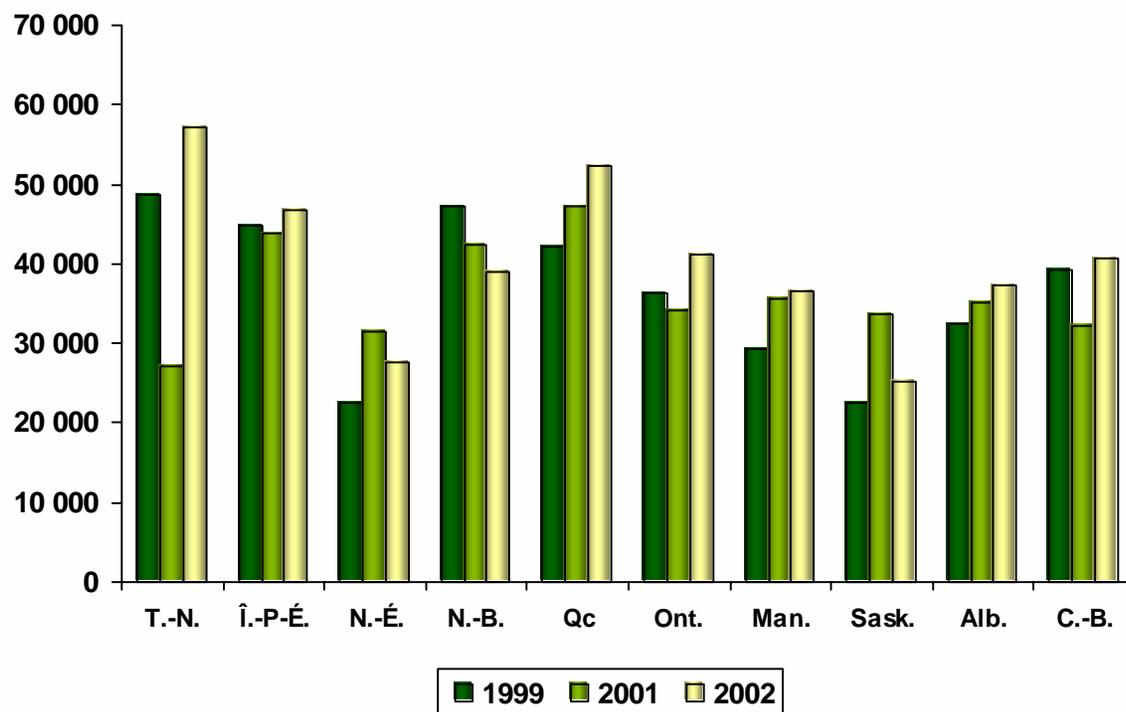
➔ Les achats de contingents ont augmenté de 50 % entre 1999 et 2002.

➔ Les achats de reproducteurs et de bétail de remplacement ont diminué de 26 % depuis 2001.



Achats nets moyens de biens en immobilisation, par province, en 1999, 2001 et 2002

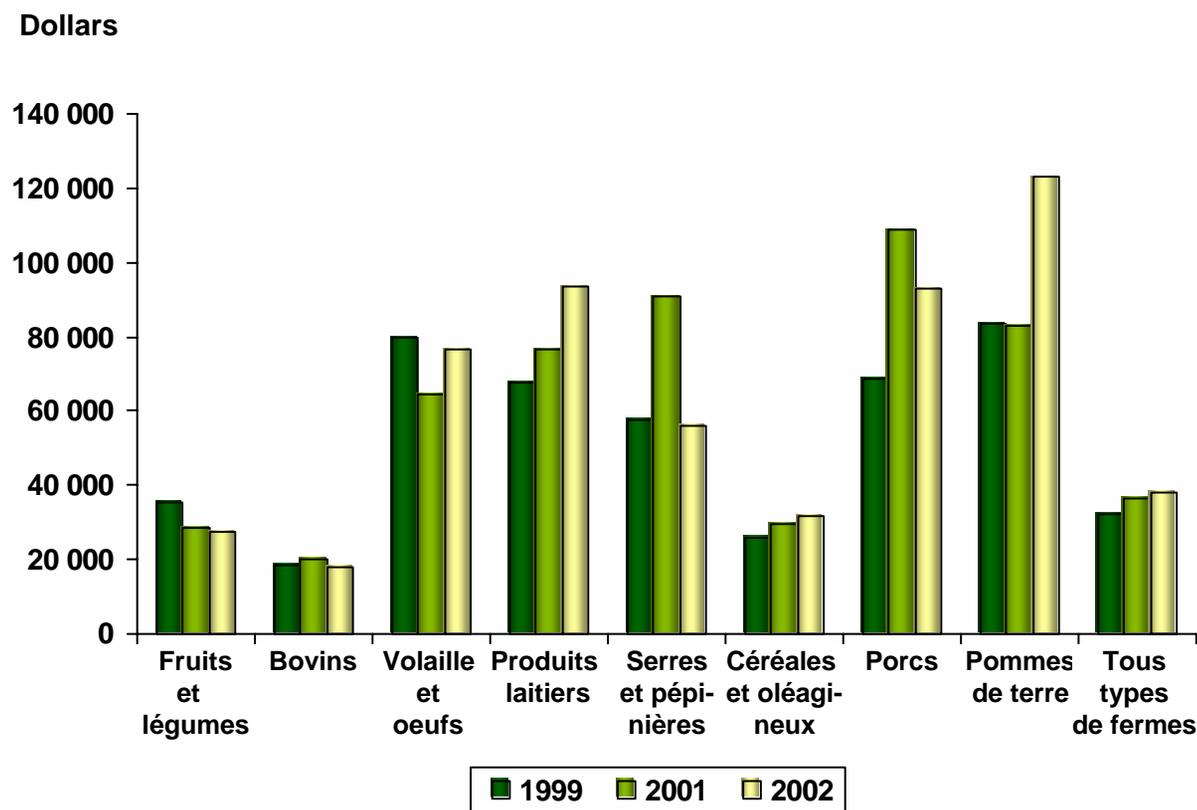
En moyenne par ferme (\$)



- ➔ La moyenne canadienne des achats nets de biens en immobilisation était de 37 800 \$ en 2002, par rapport à 36 300 \$ en 2001.
- ➔ Le Québec et Terre-Neuve affichent les achats nets de biens en immobilisation les plus élevés en 2003, c'est-à-dire 52 300 \$ et 57 300 \$ respectivement.
- ➔ L'Île-du-Prince-Édouard, l'Ontario et la Colombie-Britannique affichent des achats nets de plus de 40 000 \$.
- ➔ La Saskatchewan présente les achats nets de biens en immobilisation les moins élevés en 2002, soit 25 300 \$.



Achats nets moyens de biens en immobilisation, par type de ferme, en 1999, 2001 et 2002



➔ Les achats ont beaucoup varié selon le type de ferme.

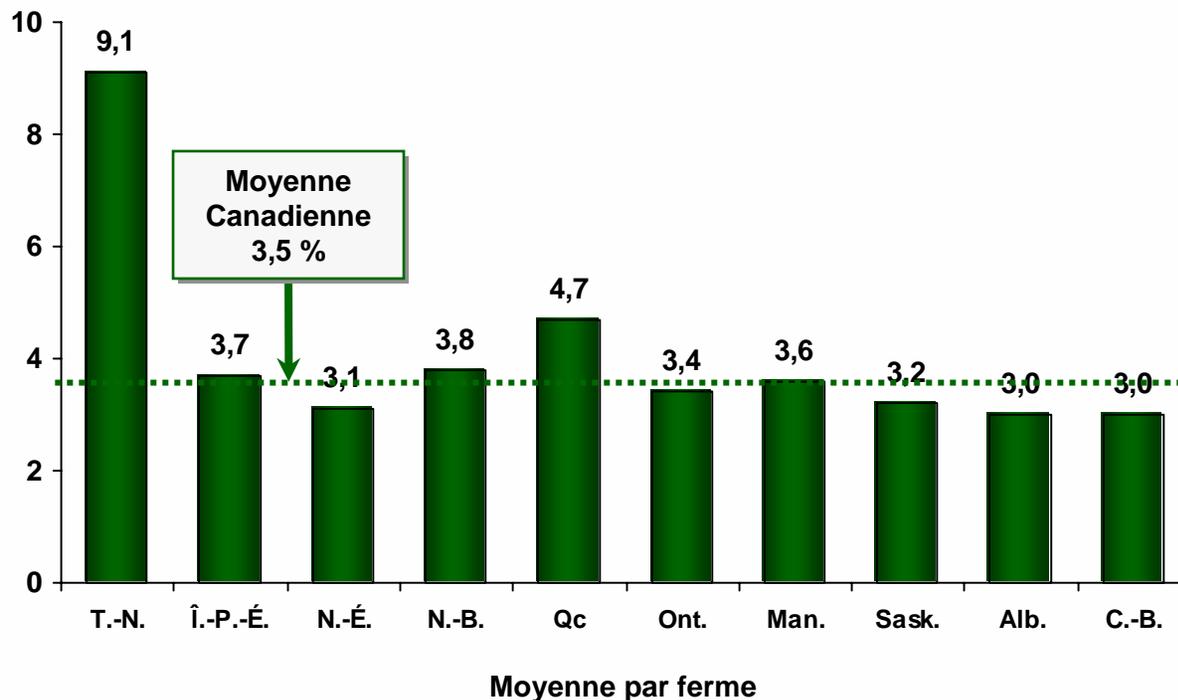
- Les exploitations de pommes de terre ont affiché les achats nets de biens en immobilisation les plus élevés en 2002, c'est-à-dire 122 900 \$, un montant trois fois plus élevé que la moyenne canadienne.
- Les fermes porcines, bien que le montant de leurs achats soit inférieur aux achats nets de biens en immobilisation de 108 850 \$ enregistrés en 2001, présentent encore une moyenne très élevée en 2002, soit 93 000 \$ par ferme.

➔ Les fermes bovines ont affiché les achats nets de biens en immobilisation les moins élevés, c'est-à-dire 18 200 \$.



Achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, par province, en 2002

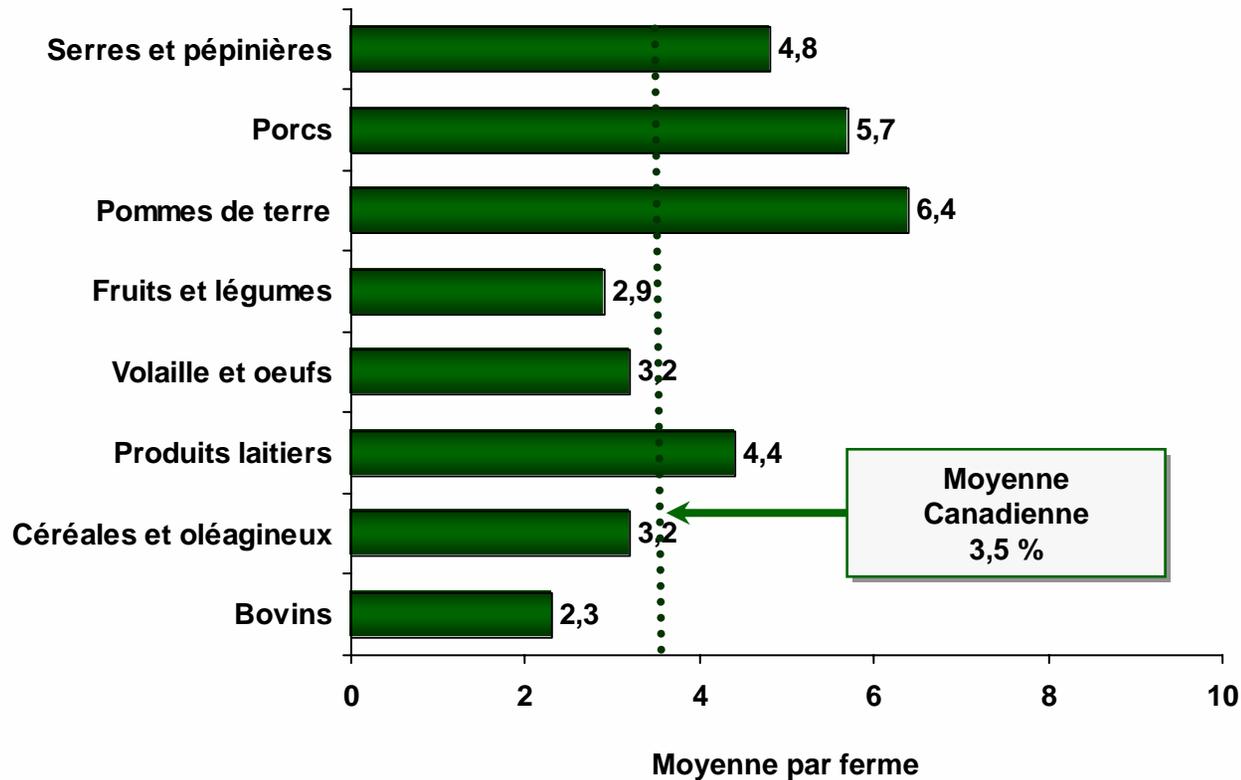
Pourcentage



- ➔ Les fermes du Québec et de la Saskatchewan ont rapporté les achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, les plus élevés parmi les provinces.
- ➔ L'Alberta et la Colombie-Britannique ont rapporté le plus faible niveau d'achats nets de biens en immobilisation.



Achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, par type de ferme, en 2002

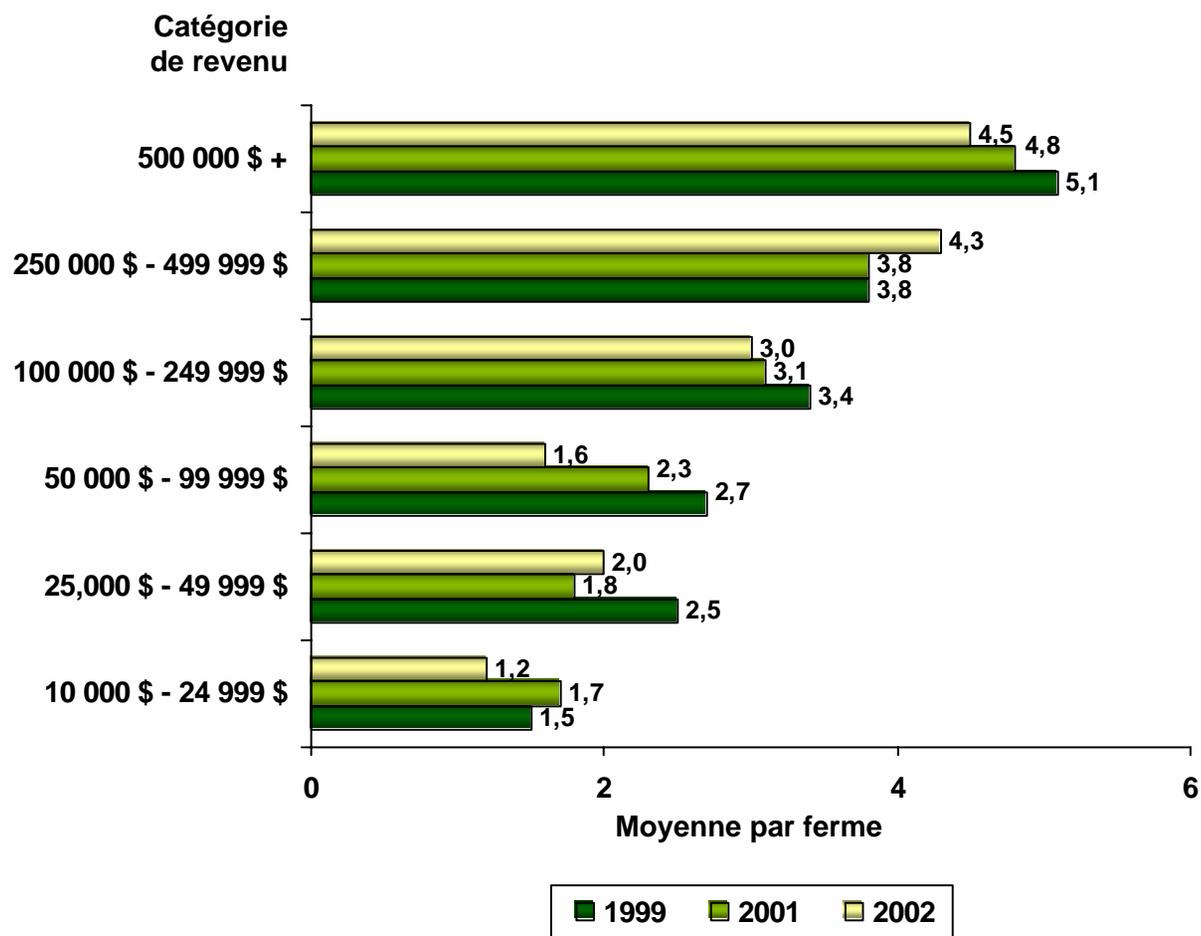


➔ Les exploitations de pommes de terres, suivies des fermes porcines, ont rapporté les achats nets de biens en immobilisation exprimés en pourcentage de l'actif les plus importants en 2002.

➔ Les fermes bovines ont rapporté les achats nets de biens en immobilisation exprimés en pourcentage de l'actif les moins élevés.



Achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, par catégorie de revenu, en 1999, 2001 et 2002

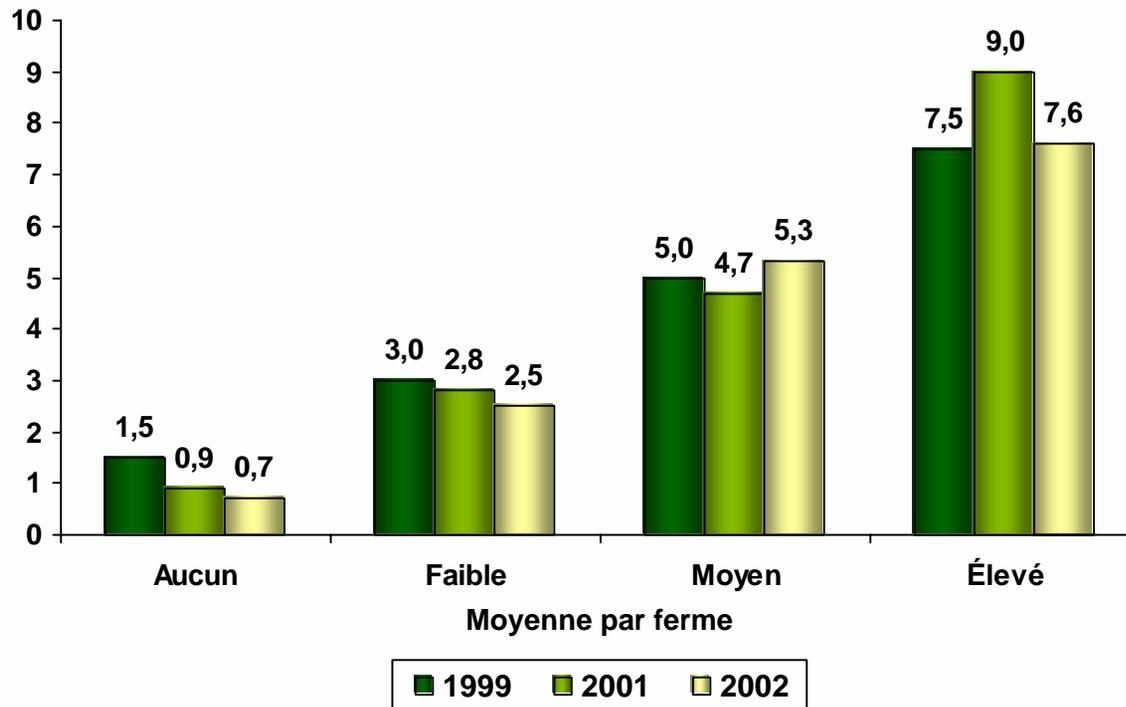


- ➔ Les achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, ont diminué pour la plupart des catégories de revenu, depuis 2001.
- ➔ Ils sont demeurés inchangés, à 4,3 %, dans les fermes de la catégorie de revenu de 250 000 \$ à 499 999 \$.
- ➔ Fait étonnant, les achats nets de biens en immobilisation ont augmenté légèrement en 2002 par rapport à 2001 dans les fermes de la catégorie de revenus de 25 000 \$ à 49 999 \$.
- ➔ Les achats nets de biens en immobilisation exprimés en pourcentage de l'actif vont de 1,7 % pour les plus petites fermes à 4,8 % pour les plus grandes.



Achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, par niveau d'endettement, en 1999, 2001 et 2002

Pourcentage



- ➔ Les achats nets de biens en immobilisation, exprimés en pourcentage de l'actif, ont diminué dans les fermes de tous niveaux d'endettement, sauf le niveau moyen.
- ➔ Les achats nets de biens en immobilisation représentaient 7,6 % de l'actif des fermes ayant un niveau d'endettement élevé en 2002, comparativement à 9 % en 2001.



- **Capitaux empruntés**



Investissements nets de capitaux et nouveaux emprunts nets, par province, en 2002

	Investissements nets de capitaux	Nouveaux emprunts nets
Terre-Neuve	57 200 \$	50 800 \$
Île-du-Prince-Édouard	46 700	31 000
Nouvelle-Écosse	27 700	17 200
Nouveau-Brunswick	39 100	21 700
Québec	52 300	49 200
Ontario	41 200	29 800
Manitoba	36 600	23 700
Saskatchewan	25 300	18 100
Alberta	37 400	23 600
Colombie-Britannique	40 600	26 400
Canada	37 800 \$	27 600 \$

- ➔ La moyenne des investissements nets de capitaux, en 2002, était de 37 800 \$.
- ➔ Près des trois quarts des investissements nets de capitaux ont été couverts par des nouveaux emprunts nets.
- ➔ Terre-Neuve, le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard ont connu le plus haut niveau d'investissements nets.
- ➔ La Saskatchewan (25 300 \$) et la Nouvelle-Écosse (27 700 \$) ont connu les niveaux d'investissements nets de capitaux les plus bas.
- ➔ La Nouvelle-Écosse et la Saskatchewan ont contracté le moins de nouveaux emprunts nets en 2002.



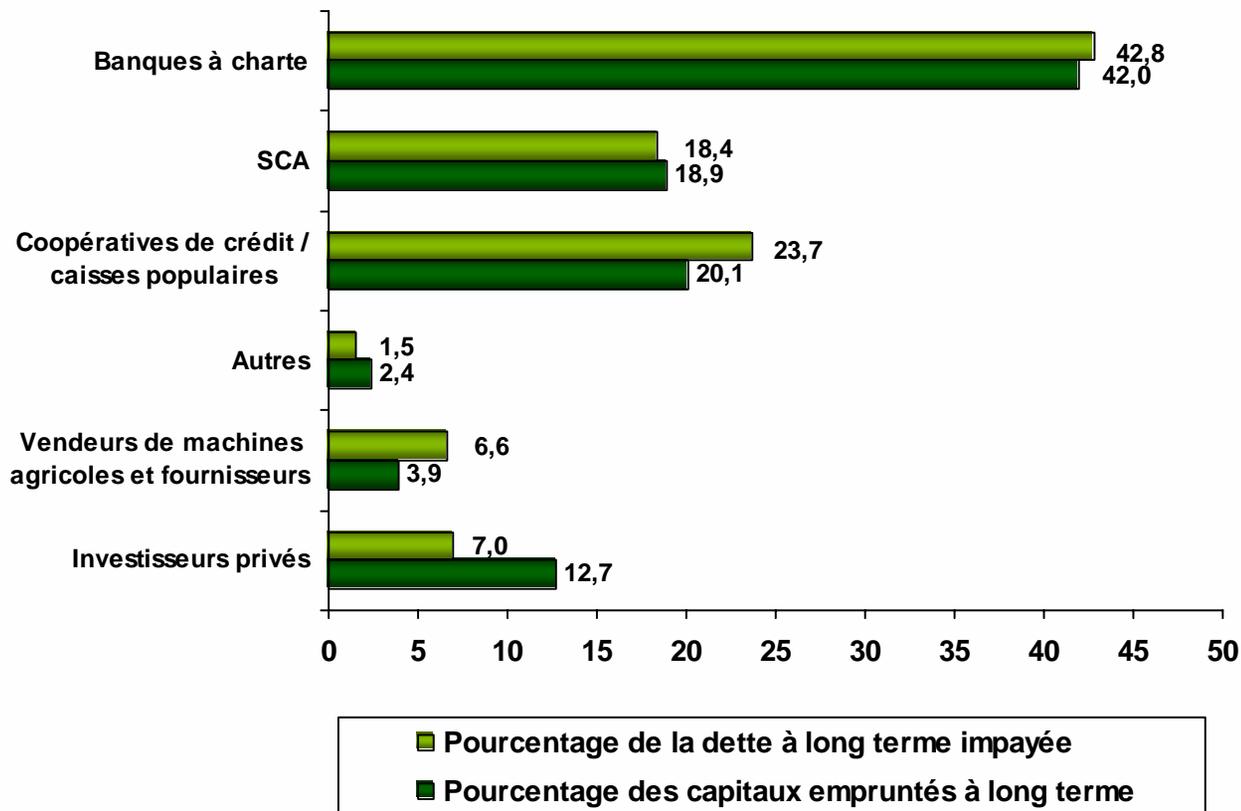
Investissements nets de capitaux et nouveaux emprunts nets, par type de ferme, en 2002

	Investissements nets de capitaux	Nouveaux emprunts nets
Produits laitiers	93 400 \$	81 100 \$
Bovins	18 200	16 000
Porcs	93 000	68 700
Volaille et oeufs	76 700	62 000
Pommes de terre	122 900	79 800
Fruits et légumes	27 300	20 400
Céréales et oléagineux	31 600	18 400
Serres	56 000	27 800
TOTAL	37 800 \$	27 600 \$

- ➔ À 122 900 \$, les exploitations de pommes de terre ont affiché des investissements nets de capitaux plus que trois fois supérieurs à la moyenne canadienne.
- ➔ Les fermes bovines ont connu le plus faible niveau d'investissements nets de capitaux.
- ➔ Les fermes bovines, suivies des fermes de production de céréales et d'oléagineux, ont présenté le plus faible niveau de nouveaux emprunts nets.



Pourcentage de la dette à long terme impayée et du capital emprunté à long terme, par institution financière, en 2002



- ➔ Les banques à charte, la Société du crédit agricole (SCA) et les coopératives de crédit / caisses populaires ont été les plus grands bailleurs de fonds des fermes, s'appropriant 85 % des prêts.
- ➔ Les banques à charte et la SCA détenaient respectivement 42 % et 18,9 % de la dette à long terme impayée.
- ➔ Les banques à charte constituaient la plus importante source de nouveaux emprunts pour les agriculteurs.



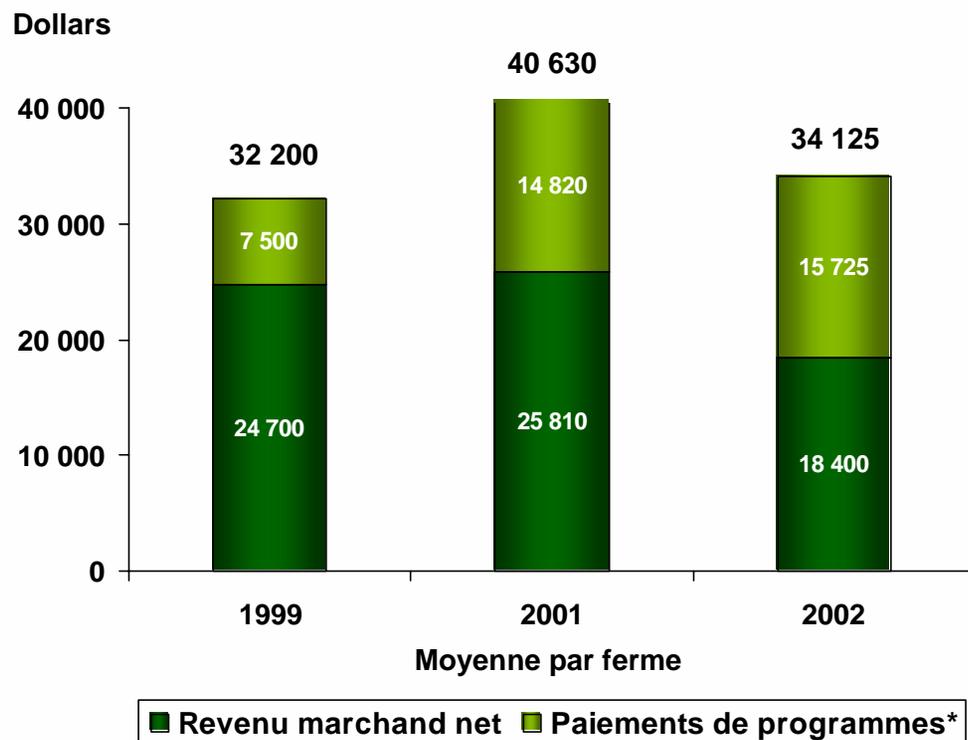
Revenu agricole et stabilité



• **Revenu d'exploitation net**



Revenu d'exploitation net moyen, par ferme, au Canada, en 1999, 2001 et 2002

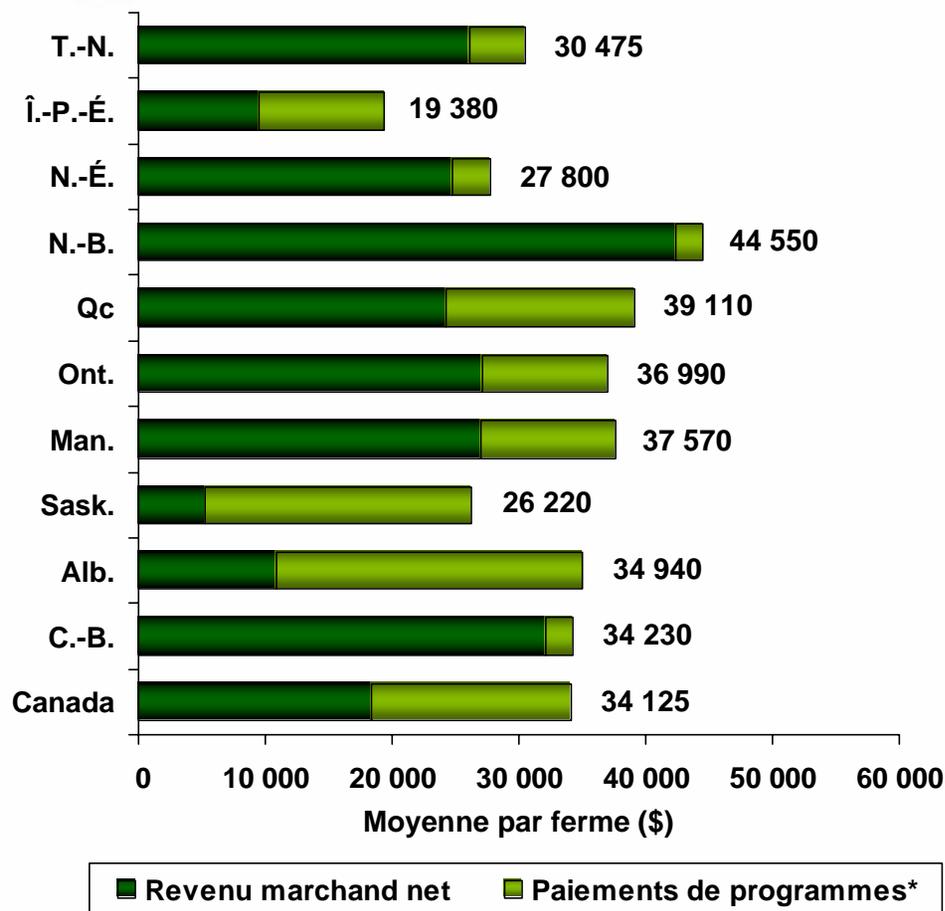


- ➔ Le revenu d'exploitation net a diminué de 16 % entre 2001 et 2002.
- ➔ Les paiements de programmes (à l'exclusion du CSRN) ont plus que doublé entre 1999 et 2002.
- ➔ En 2002, les paiements de programmes ont connu une augmentation de 2,4 % par rapport à 2001.
- ➔ À 18 400 \$, le revenu marchand net a connu une baisse de 29 % par rapport à 2001 (25 800 \$).

* Comprennent les paiements fédéraux et provinciaux mais excluent les retraits autorisés du CSRN



Revenu d'exploitation net moyen, par ferme, par province, en 2002

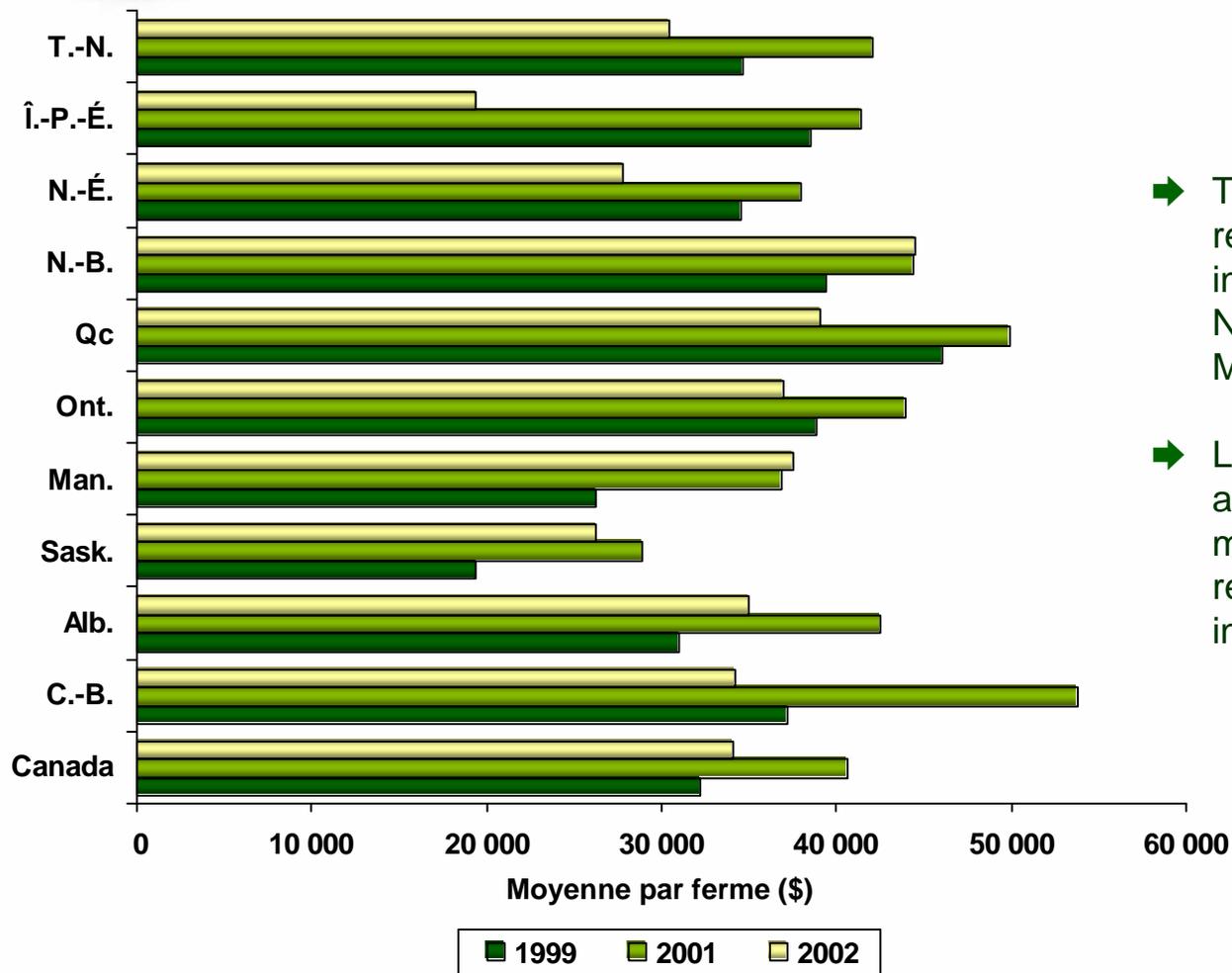


- ➔ Le Nouveau-Brunswick a affiché le revenu monétaire net moyen le plus élevé, c'est-à-dire 44 450 \$.
- ➔ L'Île-du-Prince-Édouard a rapporté le revenu monétaire net moyen le plus bas, c'est-à-dire 19 400 \$.

* Comprendent les paiements fédéraux et provinciaux mais excluent les retraits autorisés du CSRN



Revenu d'exploitation net, par ferme, par province, en 1999, 2001 et 2002

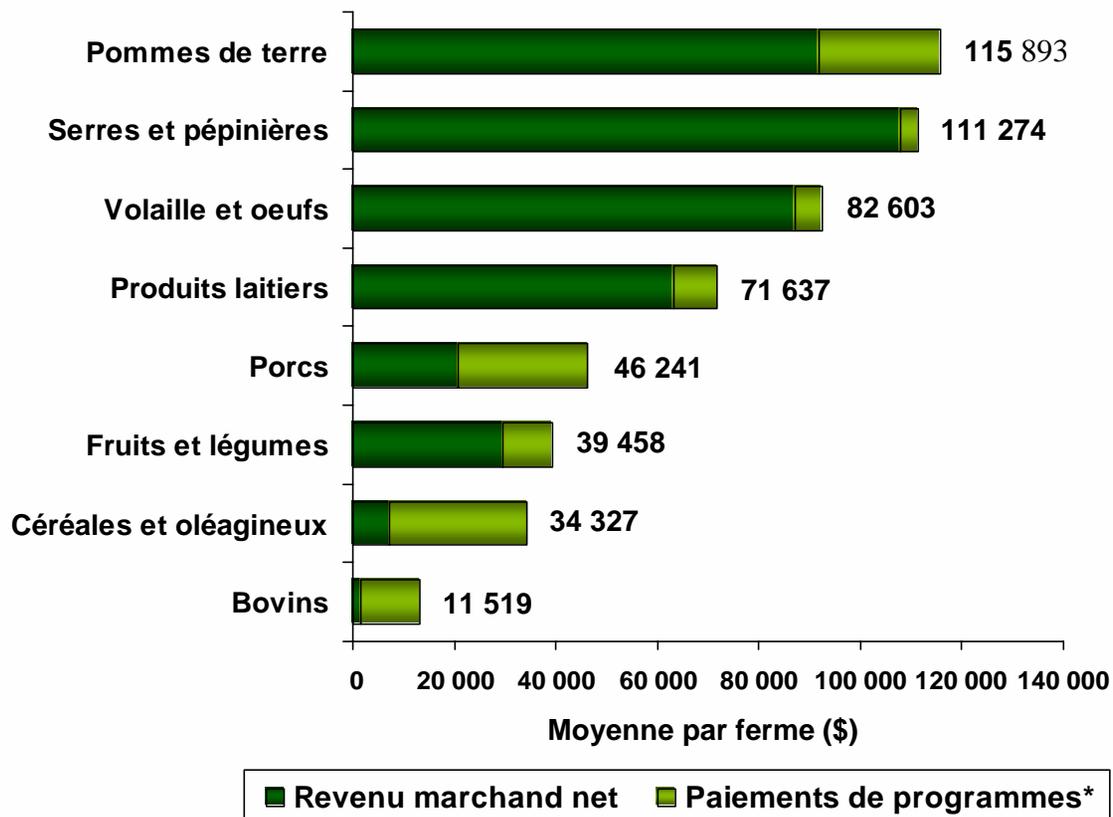


➔ Toutes les provinces affichent un revenu monétaire net moyen inférieur, à l'exception du Nouveau-Brunswick et du Manitoba.

➔ Le Manitoba signale une augmentation de 2 % du revenu monétaire net, alors que ce revenu est resté à peu près inchangé au Nouveau-Brunswick.



Revenu d'exploitation net moyen, par ferme, par type de ferme, en 2002



➔ Comme les années précédentes, le revenu d'exploitation net moyen a beaucoup varié selon le type de ferme.

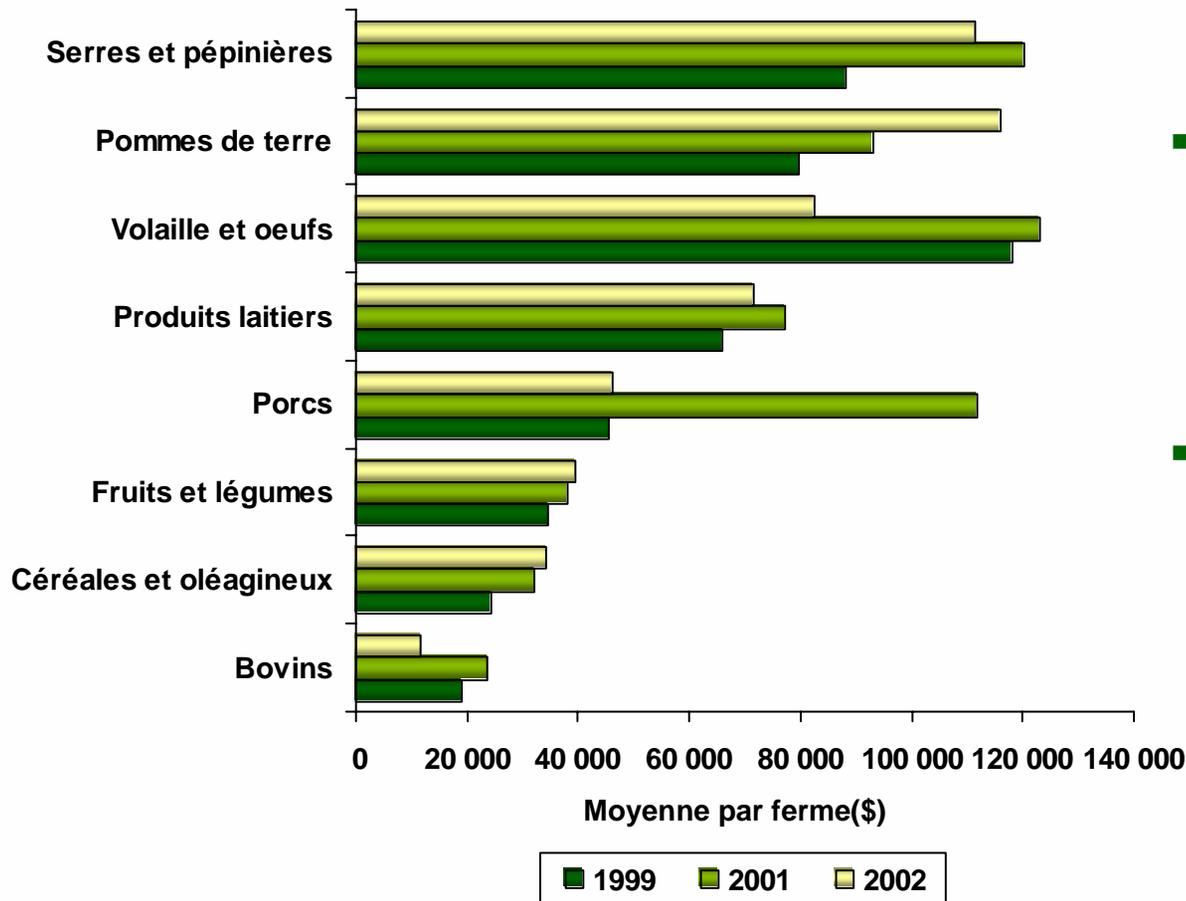
➔ Les exploitations de pommes de terre et les serres ont affiché les revenus agricoles monétaires nets les plus élevés, c'est-à-dire 115 900 \$ et 111 300 \$ respectivement.

➔ Les fermes bovines ont présenté le revenu d'exploitation net moyen le plus bas, c'est-à-dire seulement 11 500 \$.

* Comprennent les paiements fédéraux et provinciaux mais excluent les retraits autorisés du CSRN



Revenu d'exploitation net moyen, par ferme, par type de ferme, en 1999, 2001 et 2002



➔ Les fermes porcines ont signalé une baisse du revenu net par rapport au sommet atteint en 2001. Leur revenu net de 46 250 \$ reflète un rendement inférieur à celui de l'année 1999 (45 400 \$)

➔ Les fermes de production de céréales et d'oléagineux signalent une augmentation de 6,5 % du revenu agricole monétaire net entre 2002 et 2001.

Glossaire

Achats nets de biens en immobilisation = achats de biens moins les ventes de biens.

Actifs à court terme comprennent le bétail destiné au marché, les comptes clients, les inventaires de récolte et les intrants, les placements d'argent et à court terme (moins de 1 an) et les charges payées d'avance.

Actifs à long terme comprennent la terre et les bâtiments, les machines et le matériel agricoles, le contingent, les reproducteurs et le bétail de remplacement, et les placements à long terme (plus de 1 an) y compris le solde des CSRN.

Grandes fermes = celles qui ont un revenu d'exploitation brut de 100 000 \$ et plus.

Moyennes fermes = celles qui ont un revenu d'exploitation brut de 50 000 \$ à 99 999 \$

Nouveaux emprunts nets = total des capitaux empruntés à long terme moins le montant emprunté pour refinancer des emprunts précédents.

Paiements de programme comprennent les revenus provenant des paiements de stabilisation (y compris le RARB provincial de 1993 et 1995), les subventions aux produits laitiers et autres programmes, les prestations de l'assurance-récolte et les remboursements de taxes sur le carburant et de taxes foncières, mais excluent les retraits autorisés du CSRN.

Petites fermes = celles qui ont un revenu d'exploitation brut de 10 000 \$ à 49 999 \$.

Revenu d'appoint comprend les salaires et traitements non agricoles, le revenu de placement, le revenu de pension et autres revenus ne découlant pas de l'exploitation agricole.

Revenu d'exploitation net = le revenu d'exploitation moins les frais d'exploitation, avant dépréciation.

Revenu familial comprend le revenu d'exploitation net, le revenu d'appoint et les salaires agricoles et les traitements payés aux membres de la famille et les paiements de programmes.

Revenu marchand net = le revenu d'exploitation net moins les paiements de programmes avant la dépréciation.